

Changement à la tête de la DGSJ :

Zahi Mounir prend les commandes

P.02

Attaf prend part au Caire à la réunion ministérielle du Mécanisme tripartite des pays voisins de la Libye



P.02

Entrée en vigueur du nouveau Code de la route : Durcissement des règles de sécurité pour prévenir les accidents de la circulation

P.03



Hydraulique :



Global Water Awards 2026 : L'Algérie décroche une distinction mondiale dans l'industrie de l'eau

P.03

Fuite des sujets BEM :



4 condamnations à la prison ferme et une lourde amende prononcées

P.04

Exportations :



Sonatrach envoie sa première cargaison de butane vers le Tchad

P.05

Annaba : Poursuite des préparatifs logistiques en prévision des élections législatives



P.07

LE STAND ALGÉRIEN PRIS POUR CIBLE À L'UNESCO : Alger promet des poursuites

Quelques semaines après les tensions à la foire de Paris, le stand algérien de la Semaine africaine de l'UNESCO a été la cible d'une nouvelle agression orchestrée mercredi 20 mai. Face à ce nouvel incident, l'ambassade d'Algérie en France hausse le ton. Largement relayées, les images de cette nouvelle agression ont immédiatement suscité l'indignation et enflammé les réseaux sociaux. D'ailleurs, la réaction d'Alger n'a pas tardé, notamment via un communiqué officiel de l'ambassade d'Algérie en France. En effet, dans un communiqué publié mercredi, la représentation diplomatique algérienne a condamné avec la

« plus grande fermeté l'agression vile perpétrée » le 20 mai 2026 contre son stand à l'Unesco, alors déployé pour la Semaine africaine. L'ambassade d'Algérie en France hausse le ton. L'Ambassade d'Algérie en France a réaffirmé son « soutien indéfectible » aux exposants nationaux, saluant leur engagement « pour la protection et la promotion » d'un patrimoine riche et fidèle aux valeurs de partage, de dialogue et de tolérance de l'Unesco. Face à la multiplication des agressions et du harcèlement ciblant ses exposants en France, l'ambassade d'Algérie à Paris passe à l'action. Elle a fermement affirmé qu'elle « ne manquera pas

d'entreprendre toutes les démarches nécessaires pour protéger ses ressortissants et faire en sorte que les auteurs et les commanditaires de ces agissements injustifiés et inacceptables ne restent pas impunis ». Malheureusement, cet incident s'inscrit dans une série de provocations récurrentes. Lors de la dernière Foire de Paris, un scénario similaire s'était déjà produit : deux individus de nationalité marocaine avaient perturbé le stand algérien pour revendiquer la paternité de plusieurs produits traditionnels. Un harcèlement qui s'est également répété lors de la Foire de Milan. Le ministère de la culture réagit. Le ministère de la Culture et des Arts

a exprimé sa vive indignation après l'agression ayant ciblé le pavillon algérien lors de la Semaine africaine à l'Unesco, le 20 mai 2026. Qualifiant cet acte d'irresponsable et contraire aux valeurs onusiennes, le ministère a affirmé son soutien aux poursuites judiciaires et administratives engagées par l'ambassade d'Algérie en France pour sanctionner les auteurs de ce dépassement. Pour le ministère, ces attaques désespérées trahissent une impuissance face aux succès d'Alger dans l'inscription de son patrimoine à l'Unesco, notamment la récente validation de la « Tenue traditionnelle du Grand Est algérien » (Caftan, Kat et



El-Haf). En réponse, le pavillon national continuera d'accueillir le public jusqu'au 22 mai pour valoriser l'histoire et les traditions du pays.

Saluant la forte mobilisation de la diaspora, le ministère appelle les médias et les créateurs de contenu à faire front. Il les invite à continuer de promouvoir la singularité du patrimoine algérien avec responsabilité et dignité, offrant ainsi une réponse ferme et créative, à la hauteur du prestige des institutions de l'État.

CHANGEMENT À LA TÊTE DE LA DGSJ : Zahi Mounir prend les commandes

Changeement majeur à la tête des services de renseignement intérieur algériens. Le Général-major Zahi Mounir a été officiellement installé ce jeudi 21 mai 2026 dans ses fonctions de Directeur général de la sécurité intérieure (DGSJ), succédant ainsi au Général-major Abdelkader Aït Ouarabi. Selon un communiqué de presse du ministère de la Défense nationale (MDN), la cérémonie d'installation a été présidée en fin de journée par le Général d'armée Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP) et ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale. C'est au nom du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des forces armées et ministre de la Défense nationale, que le Général d'armée Saïd Chanegriha a supervisé l'investiture officielle du nouveau



patron de la sécurité intérieure. Le rituel militaire solennel marque ainsi la transition officielle des pouvoirs au sommet de cette institution clé pour la stabilité du pays. Rigueur et dévouement : Les exigences du Chef d'état-major Prenant la parole devant les cadres et les hauts responsables de cette direction jugée particulièrement « sensible », le Général d'armée a tenu à fixer le cap pour les mois à venir. Il a ainsi délivré une série d'instructions et de directives stratégiques aux personnels de la DGSJ, les appelant au don de soi à travers le déploiement de davantage

d'efforts dévoués et constants au service exclusif de la patrie. Il a également insisté sur le respect plein et rigoureux de l'ensemble des missions de protection dévolues à la direction, tout en prônant une culture de l'« excellence » qui exige de faire preuve de toute la persévérance indispensable et de la rigueur requise face aux défis sécuritaires actuels. Formalisation de la passation de consignes Conformément aux traditions et protocoles de l'institution militaire, le Général d'armée Saïd Chanegriha a ensuite supervisé la cérémonie de signature du procès-verbal de passation de consignes entre le directeur sortant, le Général-major Abdelkader Aït Ouarabi, et son successeur, le Général-major Zahi Mounir. La cérémonie s'est clôturée par la signature, par le chef d'état-major, du Livre d'or de la Direction générale de la sécurité intérieure.

Le Général d'Armée Chanegriha supervise à Amdoukal un exercice tactique avec munitions réelles

Le ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, a supervisé, jeudi au niveau du 5ème champ de tir et de manœuvres d'Amdoukal, un exercice tactique avec munitions réelles, intitulé « EL AAHD 2026 », indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). « Au troisième jour de sa visite en 5e Région militaire, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, a supervisé, ce jeudi 21 mai 2026, au niveau du 5ème champ de tir et de manœuvres d'Amdoukal, un exercice tactique avec munitions réelles, intitulé « EL AAHD 2026 », exécuté par la 7ème Brigade blindée, appuyée par des unités des forces aériennes, de défense aérienne, de gardes-frontières et de soutien logistique », précise la même source. Le Général d'Armée avait suivi, la veille, un exposé sur l'exercice, qui s'inscrit dans le cadre de l'exécution du programme de préparation des Forces au titre de l'année 2025-2026, qui lui a été présenté par le Commandant de la 7ème Brigade blindée, directeur de l'exercice. Au niveau du 5ème champ de tir et de manœuvres, le Général d'Armée a suivi, en compagnie du Commandant de la 5ème Région militaire, le déroulement de l'exercice, qui « a été exécuté dans des conditions proches du réel, conformément au plan établi ». Cet exercice avait pour objectif de « parfaire les capacités des commandements et des états-majors dans la préparation et l'organisation des actions de combat et la coordination inter-forces », relève la même source. Il visait également à « donner aux commandants l'expérience dans

le contrôle des unités, à travers le renforcement de la cohésion, la coordination et la coopération entre les unités et les sous-unités, à permettre aux équipes de maîtriser les systèmes des armes, ainsi qu'à évaluer la disponibilité opérationnelle et la capacité des chaînes de soutien logistique à garantir la continuité de l'exécution des actions de combat et des missions assignées dans différentes conditions », poursuit le communiqué. L'exercice a également été marqué par une opération hélicoptérée exécutée « avec rapidité et précision », ajoute la même source, soulignant que l'exécution de cet exercice « a démontré clairement la capacité des unités participantes dans la planification, la préparation et l'accomplissement des missions assignées, ce qui représente le fruit de la maîtrise des différentes armes et équipements de haute technologie en dotation ». Au terme de l'exercice, le Général d'Armée a rencontré les commandants et les personnels des unités ayant exécuté cet exercice, auxquels il a adressé ses félicitations pour les efforts consentis tout au long de l'année de préparation au combat et lors de la préparation et l'exécution de cet exercice. Il a également fait mention des capacités des unités participantes dans l'assimilation des objectifs de cet exercice, et « la rigueur qui a caractérisé les différentes phases de son exécution sur le terrain ». « Ces indicateurs positifs et encourageants, reflètent à juste titre le niveau de préparation atteint par la Brigade, en particulier, et les unités de la 5ème Région militaire, en général », note la même source. A l'issue, le Général d'Armée a passé en revue les unités et les formations engagées dans cet exercice, qui l'ont salué à leur tour, conclut le communiqué du MDN/APS.

Attaf prend part au Caire à la réunion ministérielle du Mécanisme tripartite des pays voisins de la Libye

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a pris part, jeudi au Caire, à la réunion ministérielle du Mécanisme tripartite des pays voisins de la Libye, aux côtés du ministre égyptien des Affaires étrangères, de la Coopération internationale et des Egyptiens à l'étranger, Badr Abdelatty, et du ministre des Affaires étrangères, de la Migration et des Tunisiens à l'étranger, Mohamed Ali Nafti, indique un communiqué du ministère. Cette réunion a permis aux trois ministres de se concerter sur les



derniers développements en Libye et d'examiner les perspectives de contribution à la relance du processus de règlement politique dans ce pays frère, précise la même source. Les ministres ont également suivi un briefing présenté par la représentante spéciale du secrétaire général des Nations unies et cheffe de la Mission

d'appui des Nations unies en Libye (MANUL), Hanna Tetteh, avec qui ils ont discuté des moyens de soutenir les efforts onusiens visant à parvenir à une solution durable et définitive à la crise libyenne, ajoute le communiqué. La réunion ministérielle a été sanctionnée par l'adoption d'un communiqué conjoint réaffirmant qu'une solution politique globale, sous l'égide des Nations unies, demeure l'unique voie pour mettre fin à la division et préserver l'unité, la sécurité et la souveraineté de la Libye, loin de toute forme d'ingérence étrangère, conclut la même source.

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

Edité par la S.A.R.L MEDIACOM PRESSE
Siège social : 46 Emir Abdelkader - Annaba

Directeur general :
Bicha salim
Directeur de la publication :
Noureddine Boukraa
Directrice de la rédaction :
Bicha Bariza Nesrine
Tél/Fax : 038 45 58 35
Tél/Fax : 038 45 58 36
Tél/Fax : 038 45 58 37
Email: redactionseybouse@gmail.com

P.A.O SEYBOUSE Times
Site web: www.seybouse.com
Email: redaction@seybouse.com
contact@seybouse.com
Facebook : SEYBOUSE TIMES
Impression : SIE Constantine
Diffusion : EURL K.D.P.A cité
Benzekri Bât F N ° : 424
Constantine

Pour votre publicité, s'adresser à : l'Entreprise Nationale de communication d'Édition et de Publicité, Agence ANEP 01, AVENUE PASTEUR ALGER
TEL : 021 73 71 28
021 73 76 78
021 74 99 81
FAX : 021 73 95 59
Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation. Reproduction interdite de tous articles sauf accord de la rédaction

GLOBAL WATER AWARDS 2026:

L'Algérie décroche une distinction mondiale dans l'industrie de l'eau

L'Algérie brille sur la scène internationale de l'industrie de l'eau. L'usine de dessalement d'eau de mer « Cap Blanc » d'Oran s'est hissée à la deuxième place des prestigieux « Global Water Awards 2026 », dans la catégorie des meilleurs projets de dessalement de l'année. Cette consécration majeure s'est déroulée lors du Sommet mondial de l'eau, organisé du 18 au 20 mai 2026 à Madrid, en Espagne.

Exploitée par l'Algerian Desalination Company (ADC), une filiale du groupe pétrolier national Sonatrach, cette infrastructure confirme la justesse de la stratégie algérienne dans le domaine des ressources hydriques non conventionnelles. Une reconnaissance internationale face aux géants mondiaux. Le triomphe de la station de Cap Blanc est le résultat d'une compétition internationale très sélective qui a regroupé des projets d'envergure venus des quatre coins du globe. Seuls dix finalistes ont été retenus pour la phase finale. L'usine algérienne a réussi à se hisser sur la deuxième marche du podium, juste derrière le méga-projet saoudien « Shuaiba ».

Selon un communiqué officiel de l'ADC, cette distinction internationale met en lumière la dynamique de l'Algérie dans le développement d'infrastructures hydrauliques stratégiques, ainsi que les succès enregistrés dans la mise en œuvre de solutions d'envergure pour relever les défis du changement climatique. De plus, ce prix mondial vient confirmer la capacité du pays à répondre de manière durable à la demande croissante en eau potable de sa population. L'excellence des entreprises algériennes récompensée. Ce prix mondial récompense le processus rigoureux mis en place par

l'ADC, en étroite coordination avec ses partenaires nationaux chargés de la réalisation, ainsi qu'avec ses partenaires technologiques mondiaux. Ensemble, ils ont su concevoir une usine géante conforme aux normes internationales les plus récentes et les plus strictes en matière de respect de l'environnement et d'efficacité énergétique. Cette alliance de compétences permet non seulement de sécuriser l'approvisionnement en eau des citoyens de la région d'Oran, mais elle consolide également la place de l'Algérie parmi les principaux acteurs de l'industrie de l'eau à



l'échelle planétaire.

Un rendez-vous planétaire incontournable. Le Sommet mondial de l'eau, où s'est tenue la cérémonie de remise des prix, demeure le plus grand rassemblement international dédié aux technologies de l'eau et de l'environnement. Cette édition 2026 a réuni les délégations de plus de 80 pays et plus de 1 200 hauts dirigeants des plus grandes entreprises mondiales du secteur, offrant ainsi une vitrine exceptionnelle au savoir-faire de l'Algérie.

ENTRÉE EN VIGUEUR DU NOUVEAU CODE DE LA ROUTE:

Durcissement des règles de sécurité pour prévenir les accidents de la circulation

Le dernier numéro du Journal Officiel vient de publier le nouveau Code de la route, officiellement signé par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Ce texte législatif crucial introduit des réformes majeures et un durcissement des règles de sécurité pour endiguer le fléau des accidents de la circulation. Tour d'horizon des principales dispositions.

Ceinture obligatoire à l'arrière et transport des enfants à moto : ce qui change

Parmi les mesures phares de ce nouveau texte, la sécurité des passagers est renforcée au maximum. Désormais, le port de la ceinture de sécurité devient strictement obligatoire pour les passagers occupant les sièges arrière, à condition bien sûr que le véhicule en soit équipé d'origine.

Par ailleurs, le législateur s'attaque à la vulnérabilité des enfants en interdisant formellement le transport des mineurs de moins de 8 ans sur les motocycles ou les vélomoteurs.

Dans le même sillage, la loi interdit

le fonctionnement de tout dispositif audiovisuel à l'avant du véhicule pendant la conduite, à l'exception des systèmes d'aide à la conduite ou de navigation (GPS).

Élimination des points noirs et suppression des dos-d'âne non conformes.

L'infrastructure routière est également au cœur de la nouvelle stratégie nationale. La loi définit désormais de manière scientifique les « points noirs » : tout tronçon routier ayant enregistré au moins trois accidents au cours d'une même année sera classé sous cette appellation pour faire l'objet d'interventions prioritaires.

De plus, une chasse ouverte est lancée contre les ralentisseurs anarchiques. Le nouveau texte exige le retrait immédiat de tous les dos-d'âne non conformes aux normes techniques.

Il incombe désormais directement aux présidents d'APC (maires) et aux services compétents de veiller au strict respect des dimensions et spécifications réglementaires lors



de l'implantation de nouveaux ralentisseurs.

Travaux sur la voie publique : l'État et les communes face à leurs responsabilités

Le législateur consacre la responsabilité de l'État et des collectivités locales dans la modernisation, le développement et l'entretien du système de signalisation routière à travers tout le territoire national.

Ces entités doivent garantir un aménagement adéquat et permanent des infrastructures routières, de leurs dépendances, ainsi que la maintenance continue des équipements de sécurité.

Quant aux travaux sur la voie publique, ils sont désormais soumis

à une autorisation préalable stricte, assortie d'une obligation de remise en état des lieux dans les délais impartis.

Dépistage de drogue : généralisation du test salivaire

En matière de contrôle, le nouveau Code de la route franchit un cap technologique et répressif. Désormais, les forces de l'ordre soumettront systématiquement à un test d'analyse salivaire tout conducteur ou piéton impliqué dans un accident de la circulation.

Cette mesure s'appliquera dès qu'une suspicion de consommation de drogue ou de substances psychotropes apparaîtra.

Code de la route : quelles sanctions pénales et financières pour les fraudeurs ?

Le législateur redéfinit également le volet des responsabilités : sur décision de la juridiction compétente, tout conducteur ou usager de la route causant des dommages matériels à la chaussée, à ses dépendances ou à ses équipements remboursera désormais l'intégralité des frais de réparation.

Parallèlement, les entreprises et personnes chargées de la réalisation, de l'aménagement ou de l'entretien des routes assument la responsabilité civile des accidents survenus à cause de leurs chantiers, de leur négligence ou de tout manquement à leurs obligations.

Enfin, la loi frappe fort contre la corruption et le manque de rigueur professionnel : les contrôleurs techniques, ingénieurs des mines et experts agréés encourent des sanctions pénales directes pour toute infraction liée à leurs fonctions.

De plus, la justice poursuivra pénalement les directeurs d'auto-écoles, les inspecteurs et les conducteurs bénéficiaires en cas de délivrance frauduleuse ou de complaisance d'un permis de conduire.

Pour plus de détails concernant les dispositions de cette nouvelle loi, consultez le texte intégral du Code de la route.

RÉVISION DU CALENDRIER VACCINAL:

Les vaccins deviennent obligatoires

Le calendrier de vaccination obligatoire en Algérie évolue avec l'entrée en vigueur d'un nouveau cadre réglementaire publié dans le dernier numéro du Journal officiel (n°36, daté du 28 avril 2026). Une mise à jour qui revoit plusieurs étapes clés de la vaccination des enfants, de la petite enfance jusqu'à l'adolescence, avec l'introduction de nouveaux vaccins et l'actualisation de certaines protections existantes.

L'objectif affiché par les autorités sanitaires est de renforcer la prévention contre plusieurs maladies infectieuses encore présentes ou à risque de réémergence.

Selon les éléments contenus dans le texte réglementaire, cette réforme vient compléter un dispositif mis en place en 2018. Et s'inscrit dans une logique d'adaptation aux évolutions épidémiologiques.

Le nouveau cadre du calendrier de



vaccination obligatoire en Algérie introduit plusieurs changements structurants dans les vaccins administrés aux enfants à différents âges.

Parmi les principales mesures annoncées :

- Ajout d'un vaccin antipoliomyélique oral pour les nourrissons dès l'âge de 2 mois, en complément de la forme injectable

déjà utilisée.

- Introduction d'un vaccin obligatoire contre le virus du papillome humain (VPH) pour les enfants scolarisés âgés de 11 à 13 ans.

- Remplacement du vaccin antipneumococcique 13-valent par un vaccin couvrant un spectre plus large de sérotypes de pneumocoques. Ces ajustements concernent principalement les enfants de 2 mois à 13 ans, avec une structuration plus précise des étapes de vaccination au fil de la croissance.

Les vaccins concernés dès les premiers mois de vie

Le texte réglementaire précise également les vaccins administrés dès les premiers mois de vie. Notamment à 2, 4 et 12 mois. Ces doses incluent plusieurs protections essentielles contre des maladies infectieuses.

Selon la source officielle, ces étapes

comprennent notamment des vaccins contre :

- La poliomyélite
- L'hépatite
- Les infections à pneumocoques

Le dispositif vise à consolider la couverture vaccinale dès le plus jeune âge, en intégrant des schémas de prévention élargis.

Introduction du vaccin contre le papillomavirus

L'une des évolutions majeures du calendrier de vaccination obligatoire en Algérie concerne l'intégration du vaccin contre le virus du papillome humain dans le programme national. Ce vaccin devient obligatoire pour les enfants âgés de 11 à 13 ans scolarisés. Selon les dispositions du nouveau texte publié au JO.

Le papillomavirus est associé à plusieurs pathologies, dont certaines formes de cancers. Ce qui explique son intégration dans les programmes

de vaccination à l'échelle internationale.

Une mise à jour du vaccin antipneumococcique

Autre changement notable, le vaccin antipneumococcique 13-valent est remplacé par une version couvrant davantage de sérotypes.

Cette mise à jour concerne des bactéries responsables de maladies parfois sévères, notamment :

- Les méningites
- Les pneumonies
- Certaines infections invasives graves

L'objectif est d'élargir la protection immunitaire des enfants face à ces pathologies.

Enfin, le texte officiel précise que ces ajustements constituent une actualisation du programme national de vaccination. En tenant compte des recommandations sanitaires et des besoins de protection des différentes tranches d'âge.

FUITE DES SUJETS DU BEM : 4 condamnations à la prison ferme et une lourde amende prononcées



Le parquet près le tribunal de Sfisef, dans la wilaya de Sidi Bel Abbas, a annoncé ce jeudi la condamnation de quatre personnes à cinq ans de prison ferme.

La justice les a reconnues coupables d'avoir publié sur les réseaux sociaux des sujets du Brevet d'Enseignement Moyen (BEM) pendant le déroulement des épreuves.

L'affaire repose sur une enquête du service central de lutte contre la cybercriminalité. Les faits remontent au 20 mai 2026. Une

agent administrative et une surveillante d'examen figurent parmi les mises en cause.

Une publication sur Facebook pendant l'épreuve d'éducation islamique

Selon le communiqué du parquet, les enquêteurs ont repéré un premier compte électronique. Sa propriétaire, identifiée par les initiales (B.S), a publié le sujet de l'épreuve d'éducation islamique alors que l'examen était encore en cours.

Ce sujet lui a été envoyé par une autre personne, dénommée

(B.N), agent administratif au CEM Karmouche Mohamed. La publication a eu lieu dans le groupe électronique « BEM 2026 » sur Facebook.

Une surveillante photographie l'épreuve d'histoire-géographie et l'envoi pour diffusion sur les réseaux sociaux

Un deuxième compte a également été identifié par les services de cybercriminalité. Sa propriétaire, (H.S), était chargée de la surveillance dans une salle d'examen.

Selon le parquet, elle a

photographié le sujet d'histoire-géographie avec son téléphone portable, quinze minutes après le début de l'épreuve. Elle a ensuite envoyé l'image via Messenger à la propriétaire d'une page nommée « Mes enfants, mon paradis ».

Comparution immédiate et condamnation : verdict du tribunal et sanctions prononcées

Le procureur de la République près le tribunal de Sfisef a ouvert une enquête préliminaire. Celle-ci a abouti à l'arrestation des suspects. Ils ont été présentés devant le parquet ce jeudi, selon

la procédure de comparution immédiate.

À l'issue du procès, le tribunal a condamné chaque prévenu à :

□ Cinq (05) ans de prison ferme

□ Une amende de 500 000 DZD

□ Une mesure de placement immédiat en détention

La peine a été prononcée pour diffusion d'un sujet d'examen du Brevet d'Enseignement Moyen (BEM) durant l'épreuve, en utilisant des moyens de communication à distance.

□

DES MILLIARDS DILAPIDÉS : Des ex-cadres d'Algérie Télécom écroués



Le pôle pénal économique et financier près le tribunal de Sidi M'hamed a rendu des verdicts allant de 3 à 4 ans de prison ferme à l'encontre d'anciens employés d'Algérie Télécom. Ils sont poursuivis dans une affaire de corruption liée au projet d'un million de lignes Internet à haut débit.

Selon les éléments du dossier, l'affaire a été instruite par le juge du pôle spécialisé dans les crimes économiques et financiers du même tribunal. Les accusés, tous d'anciens cadres d'Algérie Télécom, identifiés par leurs initiales (S.A), (H.M), (C.S), (H), (A), (M.A), (B.M) et (D.S), sont poursuivis pour leur implication dans la conclusion de deux marchés signés le 10 janvier 2017 entre Algérie Télécom, le groupe ZTE et un autre groupe chinois. Ces contrats portaient sur la réalisation du projet d'un million de lignes Internet à haut débit, pour des montants jugés exorbitants ayant causé des pertes de plusieurs milliards de dinars au Trésor public.

Les prévenus sont poursuivis pour plusieurs chefs d'accusation prévus par la loi relative à la prévention et à la lutte contre la corruption. Il s'agit notamment l'abus de fonction, le détournement délibéré de fonds publics et l'octroi d'avantages injustifiés à autrui.

Les irrégularités contractuelles révélées

Lors de son réquisitoire, le procureur de la République a indiqué que le contrat conclu entre Algérie Télécom et le groupe ZTE à lui seul dépassait les 29 milliards de dinars, en plus d'autres montants ayant excédé cinq milliards de dollars. Il a également souligné que ces deux marchés étaient entachés de nombreuses irrégularités, notamment l'absence d'études préalables, ainsi que des violations des dispositions internes de l'entreprise, en particulier les articles 16 et 17 relatifs aux marchés publics.

Le magistrat a en outre relevé que ces contrats avaient été conclus de gré à gré simple, malgré l'ampleur des montants engagés, pointant également l'intervention d'autres entreprises concurrentes dans la réalisation de certains travaux, ce qui aurait dû empêcher toute fixation unilatérale des prix par les deux groupes concernés.

Au terme de ses réquisitions, le procureur a requis des peines de six ans de prison ferme et une amende d'un million de dinars à l'encontre de chaque accusé, ainsi que la confiscation des biens saisis. Après délibération, le tribunal a prononcé des peines comprises entre 3 et 4 ans de prison ferme, conformément au verdict rendu.

DES PEINES ALLANT JUSQU'À LA PERPÉTUITÉ : Lourdes condamnations contre un réseau de trafic de drogue

La justice algérienne a frappé d'une main de fer contre un réseaux criminel. Entre perpétuité et 20 ans de prison fermes, les principaux accusés ont écopé de lourdes peines.

Selon le média « Ennahar », il s'agit d'un réseau criminel spécialisé dans l'importation illégale de drogue et le blanchiment d'argent. L'affaire implique 18 accusés, dont quatre en fuite.

Les principaux cerveaux du réseau ont été condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité, assortie de mandats d'arrêt. Il s'agit des dénommés M. Hamza, M. Abdelilah, G. Mabrouk et Ch. Bilal. Les autres ont écopé de peines de 20 ans de réclusion criminelle pour des faits liés à la détention, l'achat en vue de la vente, le stockage, le transport et la distribution de stupéfiants dans le cadre d'une organisation criminelle structurée, ainsi que pour importation illégale de drogue et blanchiment d'argent de manière habituelle. En revanche, quatre prévenus ont bénéficié de l'acquittement.

Opération sécuritaire et saisie de drogue

Selon la même source, l'affaire remonte à octobre 2024, lorsqu'une opération sécuritaire de grande envergure a permis la saisie de près de 239,4 kg de kif



traité dans la wilaya de Blida. La marchandise illicite était dissimulée dans les compartiments inférieurs d'un camion semi-remorque en provenance de Béchar. Le conducteur avait alors pris la fuite. Quelques jours plus tard, le véhicule sera repéré grâce au système de vidéosurveillance sur l'autoroute Est-Ouest, à hauteur de l'entrée de la ville d'El Affroun. Une opération minutieusement planifiée a permis son interception dans la commune de Beni Merad, avec à son bord trois individus.

Systèmes de dissimulation et complices identifiés

La fouille du camion a révélé 223,2 kg de kif traité, soigneusement cachés dans des cachettes aménagées sous la remorque. Les stupéfiants étaient conditionnés de manière professionnelle, portant

de fausses marques commerciales, dans une tentative de dissimulation. Les investigations ont également permis la saisie de téléphones portables contenant des images, des vidéos et des échanges avec des numéros étrangers, confirmant l'existence d'un réseau structuré.

Selon l'enquête, le conducteur avait été recruté via l'application WhatsApp pour transporter la marchandise contre une somme de 15 millions de centimes. Le convoi bénéficiait d'un dispositif de surveillance assuré par plusieurs véhicules chargés de signaler les barrages de sécurité.

Les auditions ont mis en lumière l'implication de plusieurs complices, certains chargés de sécuriser l'itinéraire, d'autres de coordonner l'opération depuis l'étranger.

ORAN

Saisie de 3,17 kg de cocaïne et arrestation de sept individus

La brigade mobile relevant de l'Inspection divisionnaire des douanes d'Oran-Extérieur, en coordination avec un détachement de l'Armée nationale populaire, a mené une opération de qualité ayant permis la saisie de 3,17 kg de drogue dure (cocaïne), a indiqué,

mercredi, un communiqué de la Direction générale des douanes algériennes.

L'opération, qui s'inscrit dans le cadre des efforts de terrain continus de lutte contre la contrebande et le crime organisé, a également permis la saisie de quatre véhicules touristiques et l'arrestation de sept individus

soupçonnés d'être impliqués dans cette affaire, selon la même source.

Les individus arrêtés ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Fellaoucene, afin de poursuivre les procédures d'enquête et d'engager les mesures légales en vigueur, ajoute le communiqué.



EXPORTATIONS: Sonatrach envoie sa première cargaison de butane vers le Tchad

Une délégation de chercheurs et experts venus de plusieurs centres de réflexion américains a été reçue à Alger dans un contexte marqué par la mise en avant des réformes économiques engagées ces dernières années. Derrière cette visite de travail, l'objectif de mieux comprendre les évolutions du climat des affaires en Algérie et les opportunités d'investissement offertes par le pays, alors que les autorités affichent une volonté claire d'ouverture et de diversification économique. Selon un communiqué de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), les échanges ont permis de passer en revue les principaux chantiers en cours et les perspectives de coopération avec les États-Unis.

Rencontre entre l'AAPI et les think tanks américains : au cœur du climat des affaires en Algérie et

des réformes économiques

Le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, a reçu jeudi une délégation composée de représentants de plusieurs think tanks américains en visite en Algérie. Parmi eux figuraient notamment :

- William F. Wechsler, directeur principal du Rafik Hariri Center for the Middle East
- Daniel F. Runde, conseiller principal au Center for Strategic and International Studies (CSIS)
- Romina Bandura, chercheuse principale au CSIS
- Sabina Henneberg, chercheuse principale à l'Washington Institute for Near East Policy

Climat des affaires en Algérie : réformes du système d'investissement et rôle central de l'AAPI

Selon le communiqué de l'AAPI, les discussions ont mis en avant les réformes engagées par l'Algérie pour améliorer le climat des affaires

en Algérie et renforcer l'attractivité du pays. Plusieurs points ont été abordés :

- Modernisation du système d'investissement
 - Renforcement des guichets uniques pour accompagner les investisseurs
 - Amélioration des procédures administratives
 - Évolution du cadre réglementaire, dont la règle 51/49
- L'AAPI a également rappelé son rôle dans l'accompagnement des porteurs de projets, qu'ils soient nationaux ou étrangers, à travers ses structures dédiées.
- 350 projets d'investissement enregistrés : un indicateur clé du climat des affaires en Algérie**
- Lors de cette rencontre, Omar Rekkache a mis en avant plusieurs indicateurs liés au climat des affaires en Algérie. Selon les données présentées :
- Plus de 350 projets d'investissement ont été enregistrés
 - Ces projets sont des investissements directs étrangers ou en partenariat

Près de 50 % sont déjà en phase de réalisation

Ces chiffres sont présentés par l'AAPI comme un signe de la dynamique économique actuelle et de l'évolution progressive du cadre d'investissement.

Vers une diversification des partenariats : l'investissement hors hydrocarbures en ligne de mire

La rencontre a également permis d'évoquer les perspectives de coopération entre l'Algérie et les États-Unis. Omar Rekkache a exprimé la volonté de l'Algérie de renforcer les investissements hors hydrocarbures, en mettant l'accent sur plusieurs secteurs. Notamment l'agriculture, l'industrie, l'industrie pharmaceutique et les mines. Permettant ainsi d'élargir les champs de coopération économique et de diversifier les sources d'investissement dans un cadre plus large que le secteur énergétique. Les think tanks américains saluent les évolutions du climat des affaires

en Algérie

Les représentants des centres de réflexion américains ont, de leur côté, exprimé leur intérêt pour les réformes engagées. Selon le communiqué de l'AAPI, ils ont salué :

- Les efforts en matière d'amélioration du climat des affaires en Algérie
- Le renforcement de la transparence
- Les mécanismes d'accompagnement des investisseurs
- Les facilités liées aux guichets uniques
- L'évolution du cadre réglementaire de l'investissement

En somme, la rencontre entre l'AAPI et les think tanks américains illustre un dialogue économique en progression. Elle met en avant l'intérêt pour les réformes et les opportunités d'investissement en Algérie. Les perspectives évoquent un renforcement des échanges et une ouverture vers de nouveaux secteurs, notamment hors hydrocarbures.

L'Algérie est désormais 2^{ème} exportateur mondial de GPL

Derrière les États-Unis, l'Algérie occupe désormais la deuxième place mondiale des exportateurs de GPL acheminé par voie maritime. C'est ce que révèlent les dernières données de l'Energy Research Unit (ERU), cabinet d'analyse basé à Washington. Une position acquise alors que le marché mondial du GPL traverse une période de perturbations liées aux tensions géopolitiques au Moyen-Orient, après les attaques contre l'Iran fin février 2026. Malgré ce contexte difficile, les exportations mondiales de GPL affichent un début de reprise en mai, avec une moyenne de 4,8 millions de barils par jour. L'Algérie figure parmi les principaux contributeurs à ce redressement, aux côtés d'autres grands producteurs. Les flux vers les marchés asiatiques devraient se renforcer davantage au cours de la dernière décennie du mois.

Premier producteur arabe de GPL, l'Algérie consolide sa place



dans le classement mondial

Cette performance commerciale repose sur des fondamentaux solides. L'Algérie est le premier producteur de GPL au sein de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OAPEC), avec une production de 293 800 barils par jour en 2024. À l'échelle mondiale, le pays se classe sixième producteur et deuxième fournisseur, avec 9,4 millions de tonnes produites en 2023, juste derrière l'Arabie saoudite. Un élément joue en sa faveur, la consommation intérieure représente moins de 20% de la production

totale. Ce qui dégage des volumes exportables considérables. À Arzew, Sonatrach exploite les complexes GP1Z et GP2Z. Dont la capacité cumulée de liquéfaction atteint 10,4 millions de tonnes par an.

Les exportations algériennes de GPL vers la Chine bondissent de 50% en un an

L'Europe méditerranéenne reste un débouché important grâce à la proximité géographique et des coûts de fret compétitifs. Mais la transformation la plus significative se joue sur les marchés asiatiques. Selon les données de la plateforme

spécialisée Kpler, les exportations algériennes de GPL vers la Chine ont progressé de 50% l'année dernière pour atteindre 8 000 tonnes, une dynamique engagée depuis 2021. Sur le plan commercial, le ministère des Hydrocarbures multiplie les partenariats internationaux. Fin mars dernier, le ministre d'État chargé de l'Énergie et des Mines, Mohammed Arkab, a reçu à Alger le président du Conseil d'administration du groupe qatari Power International Holding Company. Les discussions ont porté sur des mécanismes de commercialisation du GPL à travers des partenariats internationaux. Ainsi que sur des opportunités de coopération couvrant l'exploration, la production, le développement des infrastructures, le transport et la distribution.

Une production nationale de GPL attendue à 10 millions de tonnes par an d'ici 2029

Les projections à moyen terme confirment la progression. Le cabinet

britannique Algos Consulting prévoit une hausse des exportations algériennes de GPL de 6,3 millions de tonnes supplémentaires au cours des deux prochaines années. La production nationale devrait atteindre un pic à l'horizon 2029, avec un plateau estimé à 10 millions de tonnes par an.

Quelques chiffres à retenir :

- 2^e rang mondial des exportateurs de GPL maritime, derrière les États-Unis
- 1^{er} producteur arabe de GPL au sein de l'OAPEC, avec 293 800 barils/jour en 2024
- 9,4 millions de tonnes produites en 2023, 2^e fournisseur mondial derrière l'Arabie saoudite
- +50% de hausse des exportations vers la Chine en un an, à 8 000 tonnes
- 10,4 millions de tonnes/an de capacité de liquéfaction installée à Arzew
- 10 millions de tonnes/an de production attendue d'ici 2029

EXPORTATIONS:

Sonatrach envoie sa première cargaison de butane vers le Tchad

Le gaz algérien poursuit sa percée sur le continent africain. Sonatrach vient d'effectuer une première livraison de GPL, plus précisément du butane, destinée au Tchad via le port camerounais de Douala. Derrière cette opération, le groupe pétrolier national cherche surtout à renforcer sa présence auprès des distributeurs africains et à élargir ses débouchés dans la région du Sahel. Cette expédition intervient quelques semaines après la signature d'un accord-cadre entre Sonatrach et la société tchadienne Gazcom, spécialisée dans la distribution de produits pétroliers. Pour la compagnie algérienne, cette première

cargaison ouvre une nouvelle étape dans ses échanges commerciaux avec plusieurs marchés africains. Sonatrach envoie sa première cargaison de GPL (butane) vers le Tchad

Dans un communiqué publié le 20 mai 2026, Sonatrach a annoncé le chargement d'une première cargaison de GPL à destination du port de Douala, au Cameroun. La marchandise rejoindra ensuite le Tchad par voie terrestre.

Le groupe explique que cette opération découle de discussions engagées avec Gazcom afin d'étudier « la possibilité d'approvisionner le Tchad en gaz de pétrole liquéfié (GPL) ». Ces échanges ont conduit

à la signature d'un accord-cadre entre les deux entreprises le 21 avril dernier. Sonatrach affirme que cet accord représente « une avancée majeure » pour le groupe. Notamment grâce à l'établissement d'un lien direct avec un distributeur local dans la région du Sahel. La compagnie estime également que cette coopération pourrait ouvrir la porte à d'autres partenariats commerciaux en Afrique.

L'Algérie et le Tchad renforcent leur coopération dans les hydrocarbures

Sonatrach rappelle aussi que l'Algérie et le Tchad ont signé, le 17 décembre 2025, un mémorandum d'entente

portant sur les hydrocarbures et les mines. Les deux pays veulent développer des projets communs dans plusieurs domaines :

- L'exploration ;
- La production ;
- La valorisation des ressources ;
- Le transfert de compétences et d'expertise.

Le communiqué souligne également la volonté des deux parties de renforcer la coopération africaine et les partenariats Sud-Sud.

Sonatrach avance ses pions dans le Sahel

Avec cette première livraison de GPL au Tchad, Sonatrach cherche à gagner du terrain sur plusieurs



marchés africains, notamment dans la région sahélienne où la demande énergétique progresse. Le partenariat conclu avec Gazcom permet au groupe algérien de travailler directement avec un distributeur local. Le trajet choisi, passant par le port de Douala avant un acheminement terrestre vers le Tchad, montre aussi la volonté de Sonatrach de développer de nouveaux circuits pour ses exportations. Enfin, cette première opération pourrait ouvrir la voie à d'autres accords similaires avec des entreprises africaines.

ANNABA : Poursuite des préparatifs logistiques en prévision des élections législatives

S.F
Les préparatifs logistiques liés aux prochaines élections législatives se poursuivent dans la wilaya d'Annaba, conformément aux instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, visant à assurer un suivi rigoureux de l'ensemble des dispositions organisationnelles et matérielles nécessaires à la réussite de cette échéance nationale.

Dans ce cadre, les autorités locales multiplient les réunions de coordination regroupant les différents services et organismes concernés afin d'évaluer l'état d'avancement des préparatifs et de veiller à la mobilisation des moyens humains et logistiques destinés à l'encadrement de l'opération électorale. Ces rencontres périodiques portent notamment



sur l'aménagement des structures devant accueillir le scrutin, la préparation des centres et bureaux de vote, ainsi que la disponibilité des équipements et du matériel nécessaires à travers les différentes communes de la wilaya.

Parallèlement, des sorties

de terrain sont organisées afin d'inspecter les infrastructures et les locaux dédiés à l'opération électorale, et de s'assurer de l'avancement des travaux de réhabilitation, d'aménagement et d'équipement engagés à cet effet.

Les responsables locaux

ont insisté, à cette occasion, sur la nécessité de lever rapidement les réserves relevées lors des inspections et de prendre en charge sans délai les insuffisances constatées, afin de garantir les meilleures conditions organisationnelles pour le bon déroulement des

prochaines élections législatives dans la wilaya d'Annaba.

Ces préparatifs traduisent la volonté des pouvoirs publics de réunir l'ensemble des conditions matérielles et organisationnelles nécessaires au succès de ce rendez-vous électoral national.

ANNABA : Renforcement des actions de protection de l'environnement et d'amélioration du cadre de vie

S.F
Le wali de la wilaya d'Annaba, M. Abdelkrim Laâmouri, a présidé, mercredi soir, une réunion consacrée à la protection de l'environnement et à la propreté du cadre de vie, en présence des autorités locales et des responsables des secteurs concernés, indique un communiqué de la wilaya.

Ont pris part à cette rencontre le wali délégué de la circonscription administrative de Draâ Errich, les chefs de daïra d'Annaba, El Bouni et Berrahal, ainsi que les présidents des assemblées populaires communales d'El Bouni, Eulma et Oued El Aneb, en plus des représentants des établissements publics chargés de la propreté urbaine,



de l'hygiène publique, de l'amélioration urbaine et des espaces verts.

Cette réunion a été consacrée au suivi de la mise en œuvre des différents programmes relatifs à la protection de l'environnement et à l'amélioration du cadre de vie, ainsi qu'au renforcement des

opérations d'assainissement visant l'élimination des points noirs et l'enlèvement des déchets et autres dépôts anarchiques à travers l'ensemble du territoire de la wilaya.

Les interventions ont également porté sur des

opérations de nettoyage des routes et de leurs abords, notamment dans les communes d'El Bouni, Eulma et Oued El Aneb, ainsi que dans la circonscription administrative de Draâ Errich, dans le cadre d'une approche globale visant l'amélioration de l'hygiène urbaine.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre des préparatifs de la saison estivale et de l'Aïd El Adha, nécessitant une mobilisation accrue des moyens humains et matériels afin d'assurer un environnement sain et un cadre de vie meilleur pour les citoyens.

À cette occasion, le wali a donné des instructions fermes appelant à la mobilisation de l'ensemble des moyens disponibles et à la coordination entre les différents intervenants, en vue d'assurer la réussite des programmes engagés et d'atteindre les objectifs fixés en matière d'hygiène et de salubrité publique, à la hauteur des attentes des habitants de la wilaya d'Annaba.

TRAVAUX PUBLICS : Djellaoui se réunit avec les directeurs du secteur des wilayas du Sud

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a présidé, mercredi, une réunion avec les directeurs du secteur des wilayas du Sud, consacrée à l'évaluation de l'état d'avancement des projets en cours de réalisation, indique un communiqué du ministère. Cette réunion de coordination régionale, ayant regroupé les directeurs des travaux publics des wilayas de Touggourt, El Oued, Illizi, El-Meniaa et El-Meghaier, ainsi que des cadres centraux du ministère, a porté sur l'évaluation de l'état d'avancement des projets en cours de réalisation, inscrits au titre du programme de l'année

2026, en sus de l'examen des nouvelles propositions pour les années 2027, 2028 et 2029, précise la même source. A cette occasion, l'accent a été mis sur la nécessité de veiller au parachèvement des différentes opérations liées aux projets structurants relatifs au développement et à l'entretien du réseau routier, outre le renforcement des infrastructures de base. Lors de cette rencontre, le ministre a souligné la nécessité d'adopter une nouvelle approche basée sur la performance et l'efficacité dans la gestion des projets, tout en accordant une importance capitale à la coordination rigoureuse entre les différents

intervenants, permettant ainsi d'améliorer la cadence de réalisation et d'assurer une prise en charge optimale des besoins de développement des wilayas du Sud, ajoute la même source.

M. Djellaoui a également mis en avant l'importance de préparer, dans les meilleures conditions, le lancement du projet de la ligne ferroviaire Alger-Tamanrasset, notamment dans ses tronçons reliant les wilayas de Laghouat, Ghardaia, El-Meniaa, In Salah et Tamanrasset, et ce, en coordination avec l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF).



Cette réunion s'inscrit dans le cadre d'une série de rencontres de coordination entamées mardi et qui se poursuivront jusqu'au 3 juin prochain, visant à s'enquérir de près de la situation des projets sectoriels

et à définir les besoins futurs, selon une approche de développement équilibrée répondant aux aspirations des citoyens à travers les différentes régions du pays, conclut le communiqué.

FINANCES : Bouzred met en avant le rôle du réseau bancaire dans l'application de la procédure KYC

Le ministre des Finances, ², a mis en avant, lundi à Alger, le rôle des banques et des institutions financières dans l'application des mesures récemment adoptées par la Banque d'Algérie (BA) concernant la procédure KYC (connaissance du client), appelant à renforcer la communication à travers l'organisation de rencontres périodiques pour expliquer ces mesures aux employés et travailleurs du secteur bancaire et financier.

M. Bouzred s'exprimait lors d'une Journée d'étude, organisée par la BA sur l'instruction n 04-2026 du 30 avril 2026, relative à la procédure KYC, en présence de membres du Gouvernement, des présidents et directeurs de banques, d'institutions financières et d'Algérie Poste, de responsables d'administrations et d'établissements publics, d'experts et de cadres du secteur financier.

Dans son allocution, le ministre a insisté sur l'importance de cette Journée d'étude, qui vise à expliquer les dispositions de la dernière instruction de la BA, soulignant que "les banques et institutions financières sont désormais tenues d'organiser plusieurs rencontres pour expliquer la nouvelle procédure KYC et clarifier sa mise en œuvre au profit des employés, les agences bancaires étant en contact direct avec les citoyens



et les opérateurs économiques, notamment les commerçants". Il a rappelé que les mesures adoptées par la BA s'inscrivent dans le cadre des dispositions de la loi de finances 2026, notamment celle relative à la régularisation volontaire de la situation fiscale des commerçants et opérateurs économiques.

De son côté, le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a souligné l'importance de l'instruction de la BA relative à la procédure KYC, ajoutant que son département a mené un travail conjoint avec l'Association des banques et établissements financiers (ABEF), les douanes et la BA en vue d'assainir l'activité du commerce extérieur.

Le ministre a salué le travail accompli avec les différents secteurs pour l'assainissement du registre du commerce, précisant que plus de 43.000 registres de commerce ont été assainis en 2020 et 2021, ce qui a permis de suspendre plus de 12.000 registres de commerce fictifs qui étaient liés à des comptes bancaires.

Pour sa part, le ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, a rappelé que la nouvelle mesure relative à la connaissance du client permet d'intégrer les opérateurs activant dans les marchés parallèles au sein de l'activité économique officielle, de même qu'elle constitue une opportunité pour les opérateurs de se rapprocher des banques et des établissements financiers,

de déclarer leurs fonds et de se conformer aux procédures liées à l'inclusion financière ainsi qu'à la régularisation de leur situation fiscale.

Desoncôté, le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a mis l'accent sur l'importance de cette mesure, estimant qu'elle est "nécessaire" pour permettre aux banques d'obtenir des informations précises sur les clients, faisant remarquer que le nombre de comptes bancaires et financiers en Algérie dépasse les 30 millions de comptes.

La Banque d'Algérie avait lancé récemment une nouvelle instruction fixant la procédure KYC applicable aux banques, établissements financiers ainsi qu'aux services financiers d'Algérie poste, et ce, en application des

dispositions du règlement n 24-03 du 24 juillet 2024 relatif à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et le financement de la prolifération des armes de destruction massive (LBA-FTFPADM), modifié et complété.

Selon l'instruction, les diligences d'identification et de vérification prescrites par les dispositions de l'instruction s'appliquent au client habituel et au client occasionnel, au mandataire, au représentant légal, à toute personne prétendant agir pour le compte du client, au ou aux bénéficiaire(s) effectif(s).

Les assujettis à ce texte doivent procéder préalablement à toute entrée en relation d'affaires et pendant toute la durée de la relation d'affaires et lors d'une opération occasionnelle, à l'identification et à la vérification de l'identité du client.

La procédure d'identification et de vérification clientèle "doit permettre, notamment, d'établir l'identité et l'adresse du client, de son représentant légal, et le cas échéant, du ou des bénéficiaire(s) effectif(s), le profil client ainsi que l'objet et la nature envisagés de la relation d'affaires ou de l'opération occasionnelle pour, in fine, établir le profil de risque".

L'Iran met la pression sur les câbles télécoms sous-marins du détroit d'Ormuz

Après avoir bloqué le trafic de navires, la République islamique songe à taxer les utilisateurs des puissantes artères de fibre optique sous-marines déployées dans le goulet maritime. Or, celles-ci sont vitales pour le bon fonctionnement d'Internet et de secteurs sensibles, comme l'énergie ou la banque, selon le monde fr.

La menace, qui planait depuis le début de la guerre entre les Etats-Unis et l'Iran, au mois de février, se matérialise. Après avoir bloqué le trafic maritime



dans le détroit d'Ormuz, Téhéran songe à y étendre son emprise en visant les câbles télécoms sous-marins. Selon le site TeleGeography, qui fait référence dans le secteur, au moins sept artères de fibre optique, essentielles

pour connecter les pays du golfe Arabo-Persique au reste du monde, traversent cet étroit couloir maritime. Or, les gardiens de la révolution évoquent désormais une taxation des utilisateurs de ces infrastructures. Dans un message diffusé sur Telegram, l'armée idéologique de la République islamique a indiqué que le pays pourrait, au nom de sa « souveraineté absolue » sur ses eaux territoriales, les soumettre à « des permis, une surveillance et des péages », a rapporté l'AFP, le 18 mai. Plus direct, Ebrahim

Zolfaghari, le porte-parole de l'armée iranienne, ne s'est pas encombré de conditionnel : celui-ci a promis, le 9 mai, sur X, que le gouvernement « imposera des taxes sur les câbles Internet ». En outre, le Parlement iranien a débattu au mois de mai, selon CNN, d'un projet de loi visant ces infrastructures. Différentes mesures pourraient cibler tant les géants de l'Internet que les opérateurs télécoms, qui possèdent et utilisent ces réseaux, a notamment évoqué, au mois de mai, l'agence iranienne Tasnim.

OTAN

les Européens toujours en quête de précisions sur l'avenir de l'engagement américain

Réunis à Helsingborg, en Suède, jeudi et vendredi, les ministres des affaires étrangères de l'Alliance atlantique doivent préparer le transfert de responsabilité de la défense européenne aux armées du Vieux Continent, alors que les Etats-Unis, occupés en Iran, commencent à évacuer des troupes d'Europe, selon le monde fr.

Il sera bien sûr question de la guerre en Ukraine, des incursions de drones dans la région baltique, de la sécurité du Grand Nord, du blocage

du détroit d'Ormuz et des conséquences de la guerre en Iran sur les économies européennes. Mais, jeudi 21 et vendredi 22 mai, les ministres des affaires étrangères de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), qui doivent se retrouver à Helsingborg, en Suède, pour préparer le sommet d'Ankara des 7 et 8 juillet, s'interrogeront principalement sur un point : comment préparer le transfert de responsabilité de la défense collective européenne des Etats-Unis aux Européens,

après la multiplication, depuis début mai, d'annonces confuses de la part de Washington concernant le retrait de soldats américains du Vieux Continent ?

Donald Trump n'a jamais fait mystère de ce qu'il pensait de l'Alliance atlantique, qu'il méprise. Depuis son retour à la Maison Blanche, en janvier 2025, le président américain n'a cessé de tancer les Européens pour qu'ils investissent davantage dans leur défense, ce qu'ils se sont engagés à faire dès juin 2025 lors du sommet de l'OTAN



à La Haye (Pays-Bas). Désormais, l'administration américaine exige que ses alliés accélèrent leur montée en puissance pour prendre le relais des Etats-Unis, afin

d'assurer la responsabilité principale de la défense conventionnelle, en dehors de la dimension nucléaire, qui a vocation à rester sous la main de Washington.

Le Mexique et l'UE éliminent l'essentiel des droits de douane sur leurs échanges, dont les produits agricoles

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et la présidente du Mexique, Claudia Sheinbaum, doivent signer vendredi 22 mai une version modernisée de l'accord global. Le gouvernement mexicain espère convaincre les entreprises européennes d'investir dans les projets stratégiques, selon le monde fr.

En marge des turbulences dans leurs négociations commerciales respectives avec l'administration Trump,



le gouvernement mexicain européenne (UE) emmenée par Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission

européenne, se retrouvent à Mexico. Ils doivent signer, vendredi 22 mai, une version « modernisée » de l'accord de libre-échange en vigueur depuis 2000, qui fera sauter les derniers verrous dans le commerce entre les deux parties et exonérera de droits de douane plus de 99 % des produits actuellement échangés.

« Nous allons retirer les taxes à grande échelle sur les produits agricoles », s'enthousiasme Luis Gutierrez, le vice-ministre du commerce extérieur du

Mexique, précisant que « certains produits plus sensibles vont être sujets à une baisse progressive des taxes pendant cinq à dix ans, comme le bœuf, sur lequel l'UE a opposé une résistance, ou le lait côté mexicain ». Le gouvernement du Mexique attend de nouveaux débouchés pour les avocats, les bananes, les baies, le citron, la tequila, les mangues ou le miel produits dans le pays, et s'attend à importer plus de fromages, de vin, de chocolat et de viande de porc de l'UE.

Donald Trump annonce l'envoi de 5 000 militaires américains en Pologne malgré ses menaces de désengagement

Le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, a salué cette annonce, tout en soulignant que la « trajectoire » de l'Alliance, à terme, restait de chercher à être moins « dépendante » des Etats-Unis.

La décision a étonné les alliés de l'OTAN. Donald Trump a annoncé, jeudi 21 mai sur son réseau Truth Social, l'envoi de 5 000 militaires américains en Pologne, justifiant cette décision par sa bonne relation avec le président nationaliste, Karol Nawrocki, élu il y a près d'un an.

Le président américain a évoqué des troupes « supplémentaires » sans que l'on sache immédiatement s'il faisait référence à un déploiement de 4 000

militaires américains, qui était déjà prévu mais qui avait été récemment remis en question par de hauts responsables américains.

Le vice-président des Etats-Unis, J. D. Vance, avait déjà dit mardi que ce déploiement était « retardé » plutôt qu'annulé, tout en appelant l'Europe à être plus autonome en matière de défense. « Il faut plus de souveraineté et que l'Europe se tienne seule sur ses deux jambes », avait déclaré J. D. Vance pendant une conférence de presse.

Autant d'allées et venues qui rendent la situation actuelle « déroutante », a souligné vendredi la ministre suédoise des affaires étrangères, Maria Malmer Stenergard, lors d'une réunion des ministres

des affaires étrangères de l'OTAN, à Helsingborg, en Suède. « Ce n'est pas toujours facile de s'y retrouver », a-t-elle souligné, tout en plaidant, elle aussi, pour que les Européens intensifient leur propre effort de défense.

Etre moins « dépendant » des Etats-Unis

« Bien sûr, je salue cette annonce », a déclaré Mark Rutte, à son arrivée à cette même réunion. Il a souligné, par ailleurs, que la « trajectoire » de l'Alliance, à terme, restait de chercher à être moins « dépendante » des Etats-Unis. Depuis le retour du milliardaire républicain à la Maison Blanche, les dirigeants européens vivent sous la menace constante d'un désengagement américain



de l'OTAN.

Les mouvements de troupes américaines sont donc scrutés de très près. Et Donald Trump entretient le flou, en soufflant le chaud et le froid sur le sujet. Le Pentagone avait déjà annoncé en mai le retrait de 5 000 soldats d'Allemagne, sans en avertir l'Europe au préalable.

« Je veux remercier le

président Trump pour son annonce (...) sur la rotation, sur le fait que la présence de troupes américaines en Pologne restera plus ou moins aux niveaux d'avant », a déclaré vendredi le ministre des affaires étrangères polonais, Radoslaw Sikorski, lors de la réunion de l'OTAN, en Suède. « Tout est bien qui finit bien », a-t-il ajouté.

Emmanuel Macron va annoncer 1,55 milliard d'euros de plus pour la filière quantique et les semi-conducteurs

Ces annonces s'ajoutent au plan Quantique de 1,8 milliard d'euros sur la période 2021-2025, complété en 2024 par 500 millions d'euros via un programme pour accompagner en commande publique le secteur de la défense, selon le monde.fr.

Emmanuel Macron va annoncer, vendredi 22 mai, une enveloppe supplémentaire de 1 milliard d'euros pour le plan Quantique du gouvernement, issus du programme d'investissements France 2030, compte tenu de « l'accélération » des Etats-Unis et de la Chine dans ces technologies critiques, a fait savoir l'Elysée.

Lors d'un déplacement au Très Grand Centre de calcul (TGCC) du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA), à Bruyères-le-Châtel (Essonne), le chef de l'Etat va en outre acter que la France s'engagera à hauteur de 550 millions d'euros dans un futur programme européen pour les semi-conducteurs, cruciaux pour l'intelligence artificielle. Ces fonds proviennent aussi de France 2030.

Ces annonces s'ajoutent d'une part au plan Quantique de 1,8 milliard d'euros sur la période



2021-2025, complété en 2024 par 500 millions d'euros par un programme pour accompagner en commande publique le secteur de la défense. Et d'autre part, sur les semi-conducteurs, ils complètent une stratégie nationale lancée en 2022 avec 5,5 milliards d'euros, tous engagements confondus.

Stratégie européenne plus offensive

Le président de la République doit s'exprimer à la mi-journée en clôture d'un forum européen consacré à la puissance de calcul, aux sciences et technologies quantiques et aux semi-conducteurs. Il aura auparavant visité l'ordinateur quantique photonique Lucy. Selon son entourage, des annonces d'investissements ou de partenariats seront aussi faites sur place par des acteurs

privés de ces filières.

Encore largement expérimentale, la technologie quantique pourrait permettre de résoudre en un temps record des problèmes trop complexes pour les calculateurs. Emmanuel Macron devrait insister sur la nécessité que cet effort s'inscrive dans une stratégie européenne plus offensive, a dit l'Elysée à des journalistes.

« On a une accélération mondiale des grands blocs de puissance que sont les Etats-Unis d'une part et la Chine d'autre part, et donc l'effort national très conséquent qu'on est en train de faire n'a de sens que dans une stratégie » dont « la magnitude est véritablement celle de l'Europe », a estimé une conseillère présidentielle. « Il faut être beaucoup plus volontariste au niveau

européen » dans le cadre du futur budget de l'Union européenne pour 2028-2034 en cours de négociation, a-t-elle ajouté.

Lire aussi | Article réservé à nos abonnés Métamorphose de la guerre : « Toutes les dépendances, des minerais aux monnaies en passant par les semi-conducteurs, sont désormais arsenalisées »

« Préférence européenne »

A cet égard, le chef de l'Etat plaidera une fois de plus en faveur d'« un emprunt européen pour la recherche, pour l'innovation » dans ces « technologies critiques ». Jusqu'ici, les demandes de nouveaux endettements communs formulés par Paris ont buté sur la résistance de plusieurs pays, notamment l'Allemagne. Enfin, M. Macron va demander aux organismes de recherche français (CEA, Centre national de la recherche scientifique, Institut national de recherche en informatique et en automatique) « de constituer une coalition européenne de recherche et de technologie » avec leurs homologues.

Cette stratégie doit faire la part belle à la « préférence européenne », son cheval de bataille, afin de privilégier, notamment dans les achats

publics, des technologies et équipements développés sur le Vieux Continent. La mobilisation des acteurs français et européens de ces filières doit venir nourrir le message d'Emmanuel Macron en faveur d'une plus grande souveraineté et indépendance de l'Europe sur tous les sujets, dont il veut faire le leitmotiv de sa dernière année au pouvoir.

Il reviendra, mardi 26 mai, sur le volet énergétique avec une mobilisation, là aussi, des entreprises en faveur de l'électrification des usages, en complément du plan déjà annoncé par le gouvernement. Le 1er juin, le président réunira ensuite comme chaque année à Versailles de grands investisseurs étrangers pour Choisir France, l'événement consacré à l'attractivité du pays. Au niveau international, une réunion des ministres du numérique du groupe des Sept (G7) est prévue le 29 mai à Paris, en amont du sommet qui se tiendra à la mi-juin à Evian (Haute-Savoie) des dirigeants du club réunissant l'Allemagne, le Canada, les Etats-Unis, la France, l'Italie, le Japon et le Royaume-Uni.

GUERRE EN UKRAINE : Kyiv frappe la Russie, Dnipro touchée, Trump envoie des soldats en Pologne...



L'Ukraine a frappé une raffinerie russe ainsi que le quartier général du service fédéral de sécurité russe (FSB) dans Kherson occupé, faisant de nombreux blessés graves. En Ukraine, la ville de Dnipro a été touchée par des drones russes, faisant 19 blessés. Enfin, Donald Trump annonce l'envoi de 5 000 soldats en Pologne... Le point sur la nuit du 21 au 22 mai 2026.

L'Ukraine a frappé une raffinerie à Syzran et le quartier général du service fédéral de sécurité russe (FSB) dans Kherson occupé, tuant et blessant près de 100 soldats. Dans le sens inverse, la ville de Dnipro a été touchée par des drones, faisant 19 blessés. Enfin, Donald Trump annonce renforcer la présence américaine en Europe avec l'envoi de 5 000 soldats en Pologne. Voici les derniers développements de la nuit du 21 au 22 mai 2026.

La raffinerie de pétrole russe de Syzran touchée par une nouvelle frappe

L'Ukraine frappe la raffinerie de pétrole de Syzran, à plus de 800 kilomètres de la frontière « Il s'agit là d'une nouvelle sanction à longue portée contre l'industrie russe du raffinage du pétrole, et nous continuerons sur cette voie », a déclaré Zelensky, donne à savoir le Kyiv Independent, ajoutant que la cible était située à plus de 800 kilomètres de la frontière ukrainienne, La raffinerie a une capacité

de traitement d'environ 9 millions de tonnes de pétrole brut par an et approvisionne en carburant l'armée de l'air russe et les unités militaires du centre et du sud de la Russie, tout en exportant des produits pétroliers via la Volga et la mer Caspienne.

L'Ukraine frappe Kherson occupé, tuant et blessant près de 100 soldats

L'unité des forces spéciales « Alpha » du Service de sécurité ukrainien (SBU) a frappé un quartier général du FSB dans l'oblast de Kherson occupé, tuant et blessant environ 100 soldats russes, a déclaré le président Volodymyr Zelensky le 21 mai.

Cette frappe a également détruit un système de défense aérienne Pantsir-S1 d'une valeur pouvant atteindre 20 millions de dollars, a précisé Zelensky qui n'a pas précisé quand l'opération avait eu lieu.

« Les Russes doivent comprendre qu'ils doivent mettre fin à cette guerre. Les sanctions à moyen et long terme de l'Ukraine continueront de produire leurs effets », a déclaré Zelensky.

Des frappes russes font 19 blessés

Une attaque de drone menée en journée par la Russie contre la ville de Dnipro a fait au moins 19 blessés, dont un garçon de 13 ans, ont indiqué les autorités locales le 21 mai rapporte le Kyiv Independent. Le maire de Dnipro, Borys

Filatov, a indiqué que la plupart des blessés avaient été transportés à l'hôpital pour des blessures par éclats d'obus, des brûlures et des lacerations.

Trump annonce le déploiement de troupes américaines supplémentaires en Pologne

Le président américain Donald Trump a déclaré sur son réseau Truth Social jeudi 21 mai que les États-Unis enverraient 5 000 soldats supplémentaires en Pologne, invoquant ses relations avec le président polonais Karol Nawrocki pour justifier cette décision.

« Compte tenu de l'élection réussie de l'actuel président de la Pologne, Karol Nawrocki, que j'ai été fier de soutenir, et de nos relations avec lui, j'ai le plaisir d'annoncer que les États-Unis enverront 5 000 soldats supplémentaires en Pologne. Merci de votre attention à ce sujet ! Le président DONALD J. TRUMP », a-t-il déclaré dans son message.

Deux jours plus tôt, le vice-président américain JD Vance avait déclaré aux journalistes que le déploiement de troupes américaines en Pologne avait été reporté. La semaine dernière, le Pentagone a annulé un déploiement prévu de 4 000 soldats en Pologne, quelques jours après que Trump eut évoqué pour la première fois la possibilité d'y redéployer des forces américaines.

Cette initiative intervient dans un contexte d'inquiétudes

croissantes parmi les alliés européens quant à la fiabilité des engagements des États-Unis en matière de sécurité, alimentées en partie par Donald Trump.

« L'Europe ne peut pas faire confiance à Vladimir Poutine quand il déclare vouloir la paix »

Dans le cadre de notre rubrique « Courrier des lectrices et des lecteurs », Yves Le Gall (Yvelines) livre son point de vue sur l'Ukraine et le rôle de Vladimir Poutine, alors que le président russe a déclaré le 9 mai 2026 que la guerre touchait « à sa fin » :

« Tandis que le monde a les yeux fixés sur le fameux détroit d'Ormuz, Vladimir Poutine, consciencieusement, s'acharne à détruire l'Ukraine et ses habitants. Tous les jours, à la télévision, les commentateurs interviennent pour évoquer les conséquences du blocage du détroit, la croissance en berne, les prix à la pompe, la baisse du pouvoir d'achat.

L'économie mondiale et nationale est le seul sujet d'effroi. La question de la liberté des peuples est vite passée au second plan et les gens s'habituent aux fausses informations circulant parfois.

« Une politique de terreur » Ainsi, Vladimir Poutine et les siens continuent tranquillement à justifier leur guerre d'agression en déclarant froidement qu'ils défendent les Ukrainiens attaqués par des « traîtres nazis » au pouvoir.

Volodymyr Zelensky, « un nazi » ? La formule serait savoureuse venant d'un Poutine ex-agent du KGB si la situation en Ukraine n'était pas si terrible. Le pays, dévasté par cette guerre depuis plus de quatre ans, subit tous les jours attaques de drones et de missiles en plein centre des villes.

Cette politique a un nom : une politique de terreur. À défaut de triompher de l'armée ukrainienne qui résiste vaillamment, Vladimir Poutine choisit la destruction des villes, comme jadis Hitler quand il anéantissait Guernica.

« Poutine se rêve en nouveau tsar »

Briser la résistance en jouant sur les nerfs des civils, c'est le programme de l'homme formé par les techniques du KGB. On sait ce qu'il en est : le goulag, les empoisonnements, les fausses informations (rappelons-nous ces officiers, cadres et hommes politiques polonais fusillés et jetés dans des fosses communes et dénoncés par Staline comme étant l'œuvre des nazis)...

L'Europe ne peut faire confiance à Vladimir Poutine quand celui-ci déclare vouloir la paix. Il se rêve en nouveau tsar voulant redonner tout son éclat à la sainte Russie. Il veut étendre son empire quitte à transformer l'Ukraine en un immense champ de ruines.

Comment pouvons-nous aider davantage le peuple ukrainien ? »

Mahrez en mode récupération avant le mondial



Riyad Mahrez n'a pas participé hier au dernier match de championnat d'Al-Ahli face à Al-Khaleej. Le capitaine de l'équipe nationale a quitté Djeddah plus tôt afin de bénéficier d'une courte période de repos avant de rejoindre la sélection algérienne pour le prochain rassemblement préparatif pour la Coupe du monde prévu à partir du 25 mai. Le dernier match officiel de Mahrez cette saison restera donc cette victoire 3-0 contre Al-Kholood, disputée le 16 mai dernier, où il avait joué 87 minutes avant de céder sa place. Une sortie discrète pour conclure un exercice où Al-Ahli terminera

encore sur le podium sans décrocher le titre national, mais avec une deuxième Ligue des champions asiatique qui change considérablement la perception de la saison. Du côté du joueur, cette coupure n'a rien d'un simple congé. En coordination avec le staff de l'équipe nationale, un programme individuel précis lui a déjà été transmis. L'objectif est clair : récupérer physiquement sans casser le rythme, afin d'arriver au CTN avec un niveau de fraîcheur optimal pour entamer la préparation pour la phase finale de la Coupe du monde. **Petkovic prépare sa nouvelle version**

Le cas Mahrez continue cependant d'alimenter les débats. En mars dernier, sa présence sur le banc contre l'Uruguay, lors d'un test majeur en vue de la Coupe du monde, avait suscité de nombreuses interrogations. Certains se demandaient même si le capitaine des Verts allait réellement avoir un rôle central durant le Mondial ou s'il se contenterait d'un statut secondaire. Mais Vladimir Petkovic ne semble pas prêt à tourner la page. Le sélectionneur veut encore exploiter l'aura et l'expérience de son capitaine, appelé à devenir l'un des symboles forts de l'Algérie durant le tournoi

mondial. Comme Lionel Messi avec l'Argentine, Mahrez doit représenter bien plus qu'un simple joueur : un leader, une vitrine et un ambassadeur du football algérien. Reste désormais à savoir dans quel registre Petkovic compte l'utiliser. Le système testé contre l'Uruguay, avec une défense à trois axiaux, ne favorise pas vraiment son positionnement habituel sur le couloir droit. Une évolution tactique pourrait donc voir le jour. Mahrez pourrait être repositionné dans un rôle plus axial, plus libre entre les lignes, afin d'apporter une nouvelle touche au jeu algérien et surtout surprendre

davantage les adversaires lors de ce qui devrait être sa dernière grande compétition internationale avec les Verts. Concernant son avenir en club, le suspense demeure total. Al-Ahli souhaite conserver encore une saison supplémentaire son meneur algérien, mais Mahrez, lui, n'a toujours pas dévoilé ses intentions. À quelques jours de la Coupe du monde, le capitaine des Verts préfère visiblement garder toutes les options ouvertes avant de trancher définitivement sur la suite de sa carrière. **S. M. A.**

Sport

NATIONAL
INTERNATIONAL

Sport

MANCHESTER CITY:

Pep Guardiola justifie son départ et annonce une longue pause



Ce vendredi, Manchester City a officialisé le départ de son coach à la fin de la saison. Présent en conférence de presse pour l'avant-dernière fois de son aventure manchesterienne, le Catalan s'est expliqué. Pep Guardiola va refermer un chapitre de 10 ans à Manchester City. Comme cela était annoncé par la presse anglaise ces derniers jours, l'entraîneur de 55 ans n'ira pas au terme de son contrat. Un an avant son échéance, l'ancien chef d'orchestre du FC Barcelone a choisi de quitter les Skyblues. La fin d'un parcours exceptionnel débuté en 2016 et bouclé dix ans plus tard avec vingt trophées dans l'escarcelle, dont une Ligue des Champions et six titres de

champion d'Angleterre. Après l'annonce officielle, Guardiola était très attendu pour sa conférence de presse, à deux jours de la réception d'Aston Villa, pour s'expliquer. « Je suis vraiment comblé. Je ne trouve pas les bons mots. Je suis heureux et fier. C'est l'expérience de ma vie, sinon ça ne ferait pas dix ans. Je ne pourrais pas être plus reconnaissant pour tout cet amour et cette affection, pas seulement aujourd'hui, mais depuis de très nombreuses années. C'est le moment. Ce n'est pas comme si je m'endormais un jour et que le lendemain je me disais « c'est le moment ». C'est un processus, je le sentais depuis un certain temps. Le

club me respecte, il respecte ma décision. Le club doit être prêt. Maintenant, je dois vivre ma vie et voir ce qui se passe. Le club a besoin d'un nouvel entraîneur, d'une nouvelle énergie, avec ces joueurs incroyables que nous avons en ce moment. Et commencer à écrire un nouveau chapitre », a-t-il confié avant d'évoquer son avenir. « Je n'ai pas prévu d'entraîner avant un certain temps » Pour rappel, Manchester City a précisé dans son communiqué que Guardiola avait été nommé ambassadeur du City Football Group. Un poste accepté par l'Espagnol. « Quand on en parlait (avec les dirigeants, ndlr), je leur disais que j'adorerais

continuer à faire partie de ce club. Pas en tant qu'entraîneur. Je ne prendrai aucune décision. Juste pour faire partie du club, pour le représenter. Pas dans les décisions quotidiennes, pas devant l'équipe, toujours en coulisses », a-t-il confié, avant d'indiquer qu'il ne devrait pas revenir sur un banc de touche avant un bon bout de temps. « Je n'ai pas prévu d'entraîner pendant un an après avoir quitté le FC Barcelone en 2012, avant d'enchaîner au Bayern Munich (2013-2016) et à Manchester City (2016-2026). Le Catalan prendra-t-il plus de temps avant de revenir ?

(à l'avenir). Beaucoup de gens me disent : « au bout de trois mois, tu reviendras. » Je réponds : « Peut-être. » Je ne pense pas, ça va me prendre un certain temps. Mais je dois me le prouver à moi-même. Ce n'est pas seulement 10 ans ici, j'ai travaillé tous les trois jours pendant tant d'années. Les gens réclament des triplés, des titres de Premier League. J'ai besoin de respirer un peu et de me détendre. » Pour rappel, Pep Guardiola avait stoppé sa carrière d'entraîneur pendant un an après avoir quitté le FC Barcelone en 2012, avant d'enchaîner au Bayern Munich (2013-2016) et à Manchester City (2016-2026). Le Catalan prendra-t-il plus de temps avant de revenir ?

FONTE DES GLACES : Vers un point de non-retour climatique



Permafrost arctique

L'Arctique renferme de vastes étendues de sols gelés depuis la dernière glaciation, appelés permafrost. Celui-ci dégèle progressivement et libère du dioxyde de carbone ainsi que du méthane. Ces émissions pourraient amplifier le réchauffement climatique de plusieurs degrés. Selon la présentation faite à la COP30, le permafrost est d'ailleurs déjà devenu une source nette de carbone. Aujourd'hui, la majorité du méthane provient des eaux douces et des zones marécageuses.

Par endroits, le permafrost dégèle abruptement et provoque des affaissements soudains du sol. Les feux en Arctique accélèrent également ce processus.

À moyen et long terme (horizon 2050), la fonte du permafrost entraînera des impacts profonds : réduction du budget carbone encore disponible et dommages majeurs aux infrastructures régionales.

Un dépassement du seuil de +1,5 °C provoquera un recul irréversible du permafrost, entraînera un réchauffement supplémentaire pour des centaines d'années et accroîtra le risque d'une forte hausse des températures.

Les zones côtières dégèlent aussi : les vagues, désormais libérées de la banquise,

érodent les rivages arctiques, la glace devient lacs puis baies, et l'arrivée de l'eau de mer accélère les émissions de méthane. Les côtes changent rapidement et leur érosion devrait encore s'intensifier.

Le phénomène touche également les fonds marins. Le permafrost sous-marin recouvre une couche riche en hydrates de méthane. Le réchauffement des eaux provoque son dégel, laissant apparaître des dépressions sur le plancher océanique là où les hydrates se sont échappés. Cette situation est préoccupante : ces couches renferment une quantité immense de gaz, estimée à au moins 20 000 Tg de carbone.

Messages clés de la conférence :

La sensibilité du permafrost joue un rôle majeur dans le cycle global du carbone.

Les hydrates de méthane sous-marins pourraient contribuer de manière significative aux émissions de gaz à effet de serre.

L'érosion des côtes de l'océan Arctique influence également le cycle du carbone.

Les infiltrations d'eau de mer dans le permafrost accélèrent les émissions.

Antarctique

D'autres nouvelles préoccupantes nous parviennent d'Antarctique. La

glace de mer qui entourait le continent se réduit de façon spectaculaire, marquant un changement sans précédent dans l'histoire de l'humanité. La surface sombre de l'océan ainsi exposée absorbe davantage les rayons du soleil, amplifiant le réchauffement climatique à un niveau comparable à la disparition accélérée de la calotte glaciaire arctique. Selon de récentes simulations, la banquise antarctique aurait franchi un point de bascule : sa réduction semble désormais irréversible et devrait se poursuivre dans les décennies à venir. Cela pourrait entraîner une accélération du réchauffement de l'hémisphère sud.

Les écosystèmes polaires montrent déjà des signes alarmants de perturbation. Les glaces côtières se fragmentent, les glaciers vèlent à un rythme inédit, et de nombreux icebergs dérivent au point de menacer la survie des colonies de manchots – plus de la moitié d'entre elles ont été affectées ces dernières années. Dans les fonds marins, des algues vertes prolifèrent à mesure que la lumière pénètre plus profondément, tandis que les oiseaux marins sont frappés par des épidémies de grippe aviaire.

La circulation circumpolaire antarctique – un courant océanique majeur qui fait le

tour du continent d'ouest en est – joue un rôle clé dans la régulation du climat mondial. Elle relie tous les grands océans et agit comme une immense pompe océanique, redistribuant chaleur, sel et nutriments entre les bassins Atlantique, Indien et Pacifique. Dans certaines régions les eaux de surface refroidissent, condensent du sel lors de la formation de glace, et plongent vers les profondeurs. Ce mécanisme, appelé downwelling, alimente la circulation thermohaline mondiale, essentielle à la répartition de la chaleur et à la ventilation des couches profondes de l'océan.

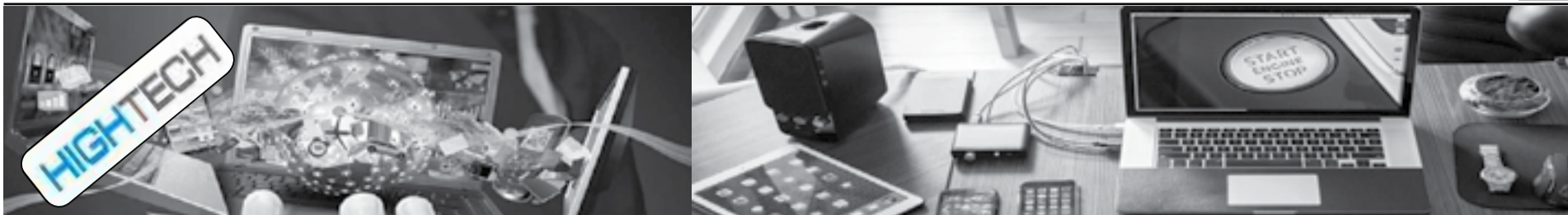
Ce mécanisme faiblit aujourd'hui, à cause du réchauffement et d'un afflux d'eau douce de fonte des glaciers. Les modèles prévoient une diminution de 40 % d'ici 2050, tandis que les observations récentes suggèrent qu'elle aurait déjà ralenti de 30 %. En conséquence, les eaux profondes ne sont plus suffisamment renouvelées : la circulation cesse d'alimenter les abysses en oxygène, entraînant une stagnation des masses d'eau.

Ces flux antarctiques ventilent les deux kilomètres les plus profonds de tous les océans. Leur affaiblissement aurait des conséquences dramatiques

sur les écosystèmes marins, le manque d'oxygène affecterait tous les animaux.

De plus, des transformations chimiques potentiellement dangereuses pourraient s'amorcer dans les fonds océaniques. Ces zones cesseraient de stocker efficacement le dioxyde de carbone, elles pourraient même relâcher du sulfure d'hydrogène (H₂S), un gaz hautement toxique pour les espèces marines et pour l'être humain. Ce gaz est soupçonné d'avoir joué un rôle dans la grande extinction du Permien, il y a 250 millions d'années.

Ce bouleversement est dû à la fonte des glaces antarctiques, alimentée par des millions de litres d'eau douce froide qui se déversent dans l'océan. Or, cette eau douce est trop légère pour couler en profondeur, ce qui perturbe tout le système de circulation. Ce phénomène est accentué par le réchauffement des eaux océaniques, qui accélère la fonte des glaciers à leur base. Une autre conférence à COP30 informait que l'idée de barrages ou de rideaux géants pour protéger la base des glaciers est techniquement irréaliste. Alors, tout indique qu'une lente dégradation des profondeurs océaniques est déjà enclenchée.



iPhone 18 Une Dynamic Island plus compacte pour toute la gamme ?

Les fuites continuent de préciser ce que pourrait réserver la prochaine génération d'iPhone. Cette fois, c'est la Dynamic Island qui serait concernée, avec une évolution qui ne se limiterait pas aux modèles Pro.

Depuis plusieurs mois, les rumeurs autour de l'iPhone 18 évoquent des ajustements esthétiques attendus sur les déclinaisons Pro. Une fuite récente suggère toutefois que certains de ces changements ne seraient pas limités à ces modèles. C'est notamment le cas de la Dynamic Island, qui pourrait finalement évoluer sur une plus large partie de la gamme.

Une Dynamic Island plus discrète sur plusieurs iPhone 18

D'après le leaker Ice Universe, qui s'est exprimé sur le réseau chinois Weibo, Apple préparerait une modification ciblée de l'affichage frontal. Selon ses propos, « pour la série iPhone 18, les bordures noires restent inchangées ; seule la Dynamic Island a été réduite en taille, tandis que les bordures sont identiques à celles de la série iPhone 17 ».

Ce point n'a rien de surprenant : aucune information fiable ne suggérerait une réduction des bordures. En revanche, la mention explicite de la « série iPhone 18 » suggère que ce

changement pourrait concerner plus de modèles que prévu. Jusqu'à présent, les fuites concernaient uniquement les modèles Pro et Pro Max.

Dans un second message publié sur X (anciennement Twitter), la même source précise que cette évolution concernerait au moins trois modèles distincts, et ne se limiterait donc pas aux déclinaisons les plus haut de gamme.

Apple envisagerait un déploiement en deux temps

Autre élément à prendre en compte : le calendrier de sortie évoqué pour cette génération. Les versions Pro et Pro Max seraient attendues à l'automne, tandis que le modèle standard de l'iPhone

18 n'arriverait qu'au début de l'année 2027. Cela pourrait d'ailleurs expliquer pourquoi les premières informations se concentraient sur les modèles les plus premium. Si ces derniers sont lancés en premier, ils deviennent logiquement les principaux sujets des fuites initiales.

Dans l'immédiat, cette Dynamic Island plus compacte pourrait d'abord apparaître sur les modèles attendus à l'automne. Le reste de la gamme, notamment le modèle standard prévu plus tard, pourrait ne pas en profiter immédiatement.

En Bref...

Quand Elon Musk s'exprime en général, on peut s'attendre à tout. Alors lorsqu'il s'agit de l'avenir de la défense, le Pentagone écoute, mais pas toujours avec le sourire. Lors d'une récente intervention, le patron de SpaceX et de xAI a suggéré que l'armée américaine devrait adopter une approche inspirée de Star Trek pour développer ses systèmes de défense du futur.

Le papa de Grok défend une vision bien précise et veut intégrer massivement l'intelligence artificielle dans les opérations militaires, mais sur tout avec son propre modèle en première ligne.

Sans surprise, cette sortie a provoqué des réactions contrastées au sein de l'establishment militaire. Certains y voient une vision audacieuse qui pourrait accélérer la modernisation de l'armée. D'autres s'inquiètent de la dépendance croissante envers des technologies civiles développées par des entreprises privées, notamment quand ces entreprises appartiennent à un homme qui multiplie les projets parallèles et les prises de position controversées. Le Pentagone hésite entre deux options. Il peut profiter de l'avance technologique du privé ou conserver le contrôle total de ses systèmes critiques.

Star Trek comme promesse plus que comme programme

Elon Musk a évoqué Star Trek sans entrer dans les détails, et cette référence tombe à point nommé. Dans la série, la Fédération des Planètes Unies dispose de systèmes d'armement sophistiqués, d'une coordination parfaite entre vaisseaux et d'une capacité à analyser les menaces en temps réel. Celui qui souhaite désormais racheter Ryanair imagine exactement la même chose pour l'armée américaine. Des flottes de drones autonomes, des satellites interconnectés et des systèmes de commandement donnent à l'IA un rôle déterminant dans la prise de décision.

Un développeur s'enrichit en faisant gémir les MacBook

Tonino Catapano, un développeur indépendant aux Pays-Bas, a encaissé 5 000 dollars, soit plus de 4 300 euros, en 72 heures grâce à SlapMac, une application macOS qui émet des gémissements quand on tape sur son MacBook. Plus de 30 000 téléchargements, 2 000 licences vendues, zéro budget publicitaire.

Tonino Catapano n'avait pas prévu de lancer un produit. Au départ, il a juste posté sur Instagram une courte vidéo dans laquelle il gifflait son MacBook avec effets sonores, juste pour rigoler. La vidéo est devenue virale, les gens dans les commentaires réclamaient une vraie application, et il a décidé de jouer le jeu. Quarante-huit heures plus tard, SlapMac était en ligne à 5 dollars. À ce prix psychologiquement bas, les ventes ne se sont pas arrêtées. Résultat : 4 millions de vues organiques sur Instagram, 10 millions sur X.com, sans un centime dépensé en publicité.

SlapMac, une blague de 48 heures devenue vrai produit SlapMac exploite l'accéléromètre intégré des MacBook Apple Silicon pour enregistrer les impacts sur le châssis. Plus la tape est forte, plus le volume monte. Sept packs sonores sont

disponibles, soit plus de 130 clips : gémissements suggestifs, cris de douleur, bruits de coups, sons de mèmes. Une mise à jour récente a introduit USB Moaner, qui fait réagir le MacBook à chaque connexion d'accessoire. Le logiciel propose aussi un minuteur de pause, un réglage de sensibilité, un cooldown pour éviter les déclenchements en rafale et un compteur de claques à vie.

La roadmap annonce des packs sonores personnalisés, une intégration avec des logiciels d'IA via un serveur MCP local, et une version iPhone baptisée SlapPhone.

Le tarif varie entre 3 et 7 dollars selon les codes promo actifs. Tonino Catapano propose même un remboursement de 50 % si l'utilisateur publie un Reel qui dépasse 2 000 vues, et un remboursement total au-delà de 20 000 vues. Un concurrent direct, SlapMyMac, a déjà émergé avec 190 sons pour 2,99 dollars. D'autres ont profité pour rappeler l'existence de la même version sur PC, Slap Your Laptop. L'idée est si simple à copier qu'elle génère son propre écosystème de clones en moins d'une semaine.

Frapper son MacBook : drôle jusqu'à la note de réparation. Oui, mais taper sur son MacBook,



à la longue, si je le casse, est-ce que la garantie fonctionne toujours ? Selon Tonino Catapano, « Probablement pas, mais nous ne sommes pas juristes ». L'application n'implique aucune modification matérielle et se contente de lire l'accéléromètre, donc elle seule ne peut rien annuler. Pourtant, la FAQ précise aussitôt : si vous tapez assez fort pour casser l'écran, c'est votre problème. C'est ce qui s'appelle un transfert de responsabilité.

Les conditions d'utilisation de l'application sont encore plus directes. Le développeur décline expressément toute responsabilité pour les

dommages matériels, y compris les écrans fissurés, cassés ou rayés, et rappelle que le logiciel encourage les utilisateurs à frapper physiquement leur MacBook.

Apple, de son côté, exclut de sa garantie limitée les dégâts causés par une utilisation abusive. Frapper son MacBook assez fort pour désolidariser une soudure ou fissurer la dalle, c'est donc une réparation à la charge de l'utilisateur, avec ou sans AppleCare+.



Festival de Cannes 2026

Rami Malek n'a pas oublié Freddie Mercury

Le comédien, oscarisé pour « Bohemian Rhapsody », incarne un artiste en rémission de maladie dans « The Man I Love » d'Ira Sachs, présenté ce soir en Compétition

Cela amuse Rami Malek quand on lui dit qu'il a ses chances comme meilleur acteur au Palmarès du Festival de Cannes. « J'ai déjà reçu une récompense qui n'est pas trop mal, plaisante-t-il. Tout autre prix serait un bonus mais Cannes est le festival le plus prestigieux du monde. » L'acteur malicieux fait référence à l'Oscar qu'il a reçu en 2019 pour avoir incarné Freddie Mercury dans Bohemian Rhapsody de Bryan Singer. Il monte les Marches ce soir pour The Man I Love d'Ira Sachs.

L'acteur fait déjà partie des rivaux sérieux pour Javier Bardem et L'Étre aimé avant même que son film ait été vu

par le jury. Il incarne un artiste de théâtre gay dans le New York des années 1980 à l'heure où le sida fait des ravages. Condamné par la maladie, il profite d'une rémission pour vivre à fond.

Du cinéma d'auteur

« Être à Cannes est dingue pour un Américain, commente-t-il. On croit que ce festival est réservé au cinéma d'auteur et qu'il faut avoir tourné avec quelqu'un comme Jacques Audiard pour y être invité ! Je me pince encore et rêve que l'avant-première de ce soir » Rami Malek a vu le film avant de venir sur la Croisette. « C'était terrifiant, avoue-t-il. Je me suis senti exposé, vulnérable car Ira Sachs a un don pour faire ressentir de l'empathie pour ses personnages. C'est un amoureux du cinéma européen qui comprend la nature humaine. »

La mémoire de Freddie

Freddie Mercury n'a jamais tout à fait quitté Rami Malek. « Ce rôle m'aidera pour tous les autres pendant le reste de ma carrière, admet-il. Il est toujours présent dans mon âme et j'espère qu'il continuera à me conseiller tout au long de ma vie. Il y a des personnages dont on a envie de se débarrasser après le tournage. Ce n'est pas le cas pour Freddie. » Rami Malek admet volontiers l'impact que Bohemian Rhapsody a eu sur sa carrière. « Je me suis demandé si mon rôle dans The Man I Love n'était pas trop similaire, si je n'allais pas me répéter, mais j'ai fini par me dire que l'artiste que j'incarne ne lui ressemble pas vraiment. Il dégage une énergie différente et vit dans un monde qui n'a rien à voir avec celui Freddie Mercury », admet-il.

C'est donc avec enthousiasme qu'il s'est lancé dans le projet qui



lui vaut de se retrouver à Cannes pour défendre les couleurs arc-en-ciel du film. « Je me sens étonnamment calme avant la projection, » reconnaît-il avec

un sourire enchanteur. Peut-être que l'ombre de Freddie Mercury continuera-t-elle à le suivre sur les Marches et au palmarès annoncé ce soir.

Tour Eiffel

Un tronçon de l'escalier de la Dame de fer vendu 450.160 euros aux enchères

Un tronçon de l'escalier de la tour Eiffel a été vendu chez Artcurial ce jeudi. Haut de 2,75 mètres, il provient de l'escalier hélicoïdal d'origine de la Dame de fer, datant de 1889, qui reliait les 2e et 3e étages du célèbre monument de Paris

Un petit bout d'histoire s'est vendu chez Artcurial ce jeudi. Un tronçon de l'escalier de la tour Eiffel composé de 14 marches a été adjugé pour 450.160 euros à un collectionneur français, a annoncé la maison de ventes.

Haut de 2,75 mètres, il provient de l'escalier hélicoïdal d'origine



de la Dame de fer, datant de 1889, qui reliait les 2e et 3e étages du célèbre monument de Paris. Issu d'une collection privée, où il est resté plus de 40 ans, ce tronçon était estimé entre 120.000 et 150.000 euros.

Un escalier découpé en 24 tronçons

En 2016, un tronçon mis en vente par la maison de ventes aux enchères avait été adjugé à 523.800 euros, le record ayant été établi en 2008 à Sotheby's où un acquéreur américain avait déboursé 552.750 euros.

En 1983, l'installation d'un

ascenseur entre les deux derniers étages de la Tour avait obligé au démontage et au découpage d'un escalier en 24 tronçons. Parmi les tronçons vendus cette année-là, « peu sont restés en France et conservés par leurs acquéreurs d'origine », selon Artcurial.

Plusieurs éléments ont rejoint des sites prestigieux à travers le monde : l'un d'eux est installé dans les jardins de la Fondation Yoishii à Yamanashi (Japon), un autre près de la Statue de la liberté à New York, ou encore à Disneyland. D'autres appartiennent à des collections privées.

Un spin-off de Grey's Anatomy débarque au Texas

La chaîne ABC a commandé un nouveau dérivé de la célèbre série médicale, qui se déroulera dans un hôpital rural du Texas.

C'est la quatrième extension qui est attendue dès la saison 2026-2027

Vingt-deux ans après ses débuts, Grey's Anatomy n'a pas dit son dernier mot. Selon Variety, ABC a donné son feu vert à un spin-off de la série culte, qui sera diffusé lors de la saison 2026-2027. Ce nouveau

chapitre quittera les couloirs de Grey Sloan Memorial Hospital de Seattle pour s'installer plus sud, dans le Texas.

D'après Variety, la série, dont le titre n'est pas encore dévoilé, se concentrera sur une équipe médicale d'un centre hospitalier rural du West Texas, présenté comme « le dernier recours avant des kilomètres de désert ». Un décor inédit, loin des grandes métropoles ce qui montre une ambiance plus abrupte et plus

isolée que la série mère.

Shonda Rhimes et Ellen Pompeo aux commandes

Derrière le projet, il y a des figures familières de la franchise. Variety précise que Shonda Rhimes qui co-crée et coproduit la série aux côtés de Meg Marinis, showrunneuse de Grey's Anatomy depuis la saison 20 en 2024. Le magazine révèle également qu'Ellen Pompeo figure au générique en tant que productrice exécutive,

même si on ignore encore si son personnage ou d'autres têtes connues feront leur apparition dans cet hôpital texan.

Variety rappelle que ce projet sera le quatrième spin-off de Grey's Anatomy, après Private Practice (2007-2013), Station 19 (2018-2024) et Grey's Anatomy : B-Team (2018). C'est une longévité qui témoigne de l'appétit intact des spectateurs pour cet univers médical qui est haut en émotions.





Au Muséum de Londres, les « monstres des mers jurassiques » ressurgissent et alertent sur le climat



Le Muséum d'histoire naturelle de Londres plonge le public dans les profondeurs des océans d'il y a près de 200 millions d'années à travers une exposition spectaculaire consacrée aux grands reptiles marins et aux enjeux climatiques

contemporains.

Dans les galeries du Natural History Museum, la nouvelle exposition « Jurassic Oceans: Monsters of the Deep » propose une immersion dans les mers du Jurassique, époque où des reptiles marins géants dominaient les écosystèmes aquatiques, tandis

que dinosaures et ptérosaures régnaient respectivement sur les terres et les cieux.

Conçue à partir des riches collections paléontologiques du musée, l'exposition met en scène plusieurs fossiles remarquables, dont un crâne d'ichtyosaure, ainsi qu'un impressionnant

plésiosaure long d'environ douze mètres. Ce dernier, selon les chercheurs, se déplaçait dans l'eau avec une agilité évoquant un « vol sous-marin », grâce à ses quatre nageoires utilisées de manière coordonnée et à un long cou terminé par une petite tête. Bien que parfaitement adapté à la

vie aquatique, l'animal devait néanmoins remonter régulièrement à la surface pour respirer.

Au-delà de la fascination scientifique et esthétique, l'exposition établit un parallèle assumé avec les bouleversements climatiques actuels. Les archives fossiles rappellent que des variations rapides du climat ont déjà conduit à des épisodes d'extinction massive dans l'histoire de la Terre. Les chercheurs soulignent qu'en deux siècles, plus de 2 000 gigatonnes de dioxyde de carbone ont été relâchées dans l'atmosphère, modifiant l'équilibre énergétique de la planète et entraînant une hausse progressive des températures océaniques, avec des conséquences directes sur les écosystèmes.

Ouverte jusqu'au 3 janvier 2027, l'exposition invite ainsi le public à un voyage scientifique et contemplatif, entre exploration des mondes disparus et réflexion sur la fragilité des océans contemporains.

Bad Bunny débarque en Europe La superstar portoricaine lance sa tournée pour 29 concerts en démarrant par Barcelone

Champion du Grammy de l'album de l'année, le portoricain Bad Bunny entame vendredi soir à Barcelone sa conquête de l'Europe, avec 29 concerts prévus jusqu'au 22 juillet, dans une tournée résolument politique

Il a fait de Porto Rico la capitale mondiale du reggaeton, désormais, Bad Bunny vient chercher l'Europe. Le chanteur entame vendredi soir à Barcelone le volet européen de sa tournée mondiale « Debí Tirar Más Fotos », qui le verra se produire dans une dizaine de pays d'ici fin juillet pour un total de 29 concerts.

En dix ans de carrière, Bad Bunny, 32 ans, a propulsé le reggaeton et la trap latine au sommet de la pop mondiale. En février dernier, lors de la 68e cérémonie des Grammy Awards à Los Angeles, il a remporté le prestigieux prix de l'album de l'année c'est une première historique pour un disque entièrement chanté en

espagnol. Il est également reparti avec le Grammy de la meilleure performance musicale mondiale et celui du meilleur album de musique urbaine, soit trois trophées en une soirée.

Un album ancré dans l'identité portoricaine

L'album est sorti le 5 janvier 2025, « Debí Tirar Más Fotos » compte 17 titres et plonge l'auditeur dans une heure de rythmes latins variés. L'opus accorde une large place aux rythmes traditionnels de Porto Rico (salsa, bomba, plena) et évoque la colonisation de l'île, sous juridiction américaine depuis 1898, en livrant un message sociopolitique sous une forme résolument dansante.

Bad Bunny n'avait pas tourné en Europe depuis 2019, lors de son ère « X 100PRE ». Ce retour sur les scènes européennes après sept ans d'absence explique en grande partie l'engouement des fans et les guichets complets à travers le continent.

Madrid, Paris, Londres : un tour d'Europe

Après deux soirs à Barcelone, l'artiste se produira à Lisbonne, puis ne donnera pas moins de dix concerts au stade Metropolitano à Madrid, où vit une importante communauté sud-américaine. Bad Bunny se produira ensuite à Paris, les 4 et 5 juillet, à Paris La Défense Arena (la plus grande salle de concert d'Europe) ce qui constituera ses toutes premières dates en France. Il passera également par l'Allemagne, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède, la Pologne et l'Italie, avant de clôturer la tournée européenne à Bruxelles le 22 juillet.

Porto Rico d'abord, les États-Unis évités

Produite par Live Nation, la tournée mondiale « Debí Tirar Más Fotos World Tour » a débuté le 21 novembre 2025 et s'achèvera le 22 juillet 2026, pour un total de 57 concerts sur plusieurs continents. Sur scène, l'artiste met en scène notamment la canne à sucre et « La Casita » (la petite maison), symboles forts



de l'identité portoricaine.

La tournée ne passe volontairement pas par les États-Unis. Bad Bunny a expliqué ce choix par sa volonté de mettre ses fans à l'abri de potentiels raids de la police américaine de l'immigration (ICE), qu'il a appelé à « mettre dehors » lors de son discours aux Grammy

Awards.

L'artiste s'est toutefois produit dans le pays lors du spectacle de la mi-temps du Super Bowl (la finale du championnat de football américain), s'attirant les foudres de Donald Trump, que le chanteur n'avait pourtant pas évoqué lors de son show époustoufflant.



Peut-on manger de l'aubergine quand on a du cholestérol ?

Aliment phare de la cuisine

méditerranéenne, l'aubergine est un légume bourré de bienfaits santé. Il est particulièrement recommandé en cas de cholestérol. On vous explique pourquoi avec la diététicienne et nutritionniste Clara Ledoux Morvan.

L'essentiel

Résumé par l'IA, validé par la Rédaction.

- L'aubergine, une alliée anticholestérol : elle est pauvre en lipides et ne contient pas de cholestérol. Ses saponines antioxydantes et ses fibres solubles aident à réduire le mauvais cholestérol et à prévenir les maladies cardiovasculaires.

- Consommation et préparation idéales : privilégiez une cuisson douce (four, vapeur, grillée) pour conserver ses nutriments. Évitez les matières grasses excessives pour maximiser son intérêt nutritionnel.

- Attention aux troubles digestifs : en cas de digestion difficile, optez pour une cuisson fondante et réintroduisez l'aubergine progressivement, en petites quantités, pour profiter de ses bienfaits sans inconfort. L'aubergine s'intègre parfaitement dans une alimentation anticholestérol et ce pour plusieurs raisons. Pourquoi l'aubergine est-elle recommandée dans une alimentation anticholestérol ?



En premier lieu, le profil lipidique de l'aubergine est intéressant parce qu'il ne contient que 0,18 g de lipides pour 100 g, dont seulement 0,034 g d'acides gras saturés et aucun cholestérol. L'aubergine n'augmente en aucun cas le cholestérol dans l'organisme. De plus, elle apporte des nutriments qui contribuent à maintenir un bon cholestérol sanguin. L'aubergine renferme des saponines, des molécules aux vertus antioxydantes qui font baisser le taux de graisses dans le sang et diminuent l'oxydation du mauvais cholestérol.

Clara Ledoux Morvan Diététicienne-nutritionniste Enfin, l'aubergine est « riche en fibres solubles qui aident à diminuer l'absorption du cholestérol au niveau intestinal et à favoriser son élimination ». Pour l'ensemble de ces raisons, « l'aubergine est très recommandée dans le cadre de la prévention contre le cholestérol et les maladies cardiovasculaires de

manière générale, bien que son effet reste modéré sans une alimentation globale adaptée », ajoute l'experte.

Bio, sans pesticides... est-ce que la qualité de l'aubergine joue un rôle ?

Que ce soit pour sa teneur en pesticides, ou « même sur le plan nutritionnel pur, la qualité de l'aubergine, notamment la manière dont elle a été cultivée, joue sur la santé globale à long terme ». Le choix d'une alimentation bio permet ainsi de réduire l'exposition aux pesticides » Attention également à la provenance du légume. Veillez à privilégier une aubergine cultivée en France car les normes de sécurité sanitaires y sont plus strictes que pour des aubergines importées. Clara Ledoux Morvan Comment manger mon aubergine pour maximiser ses bienfaits ? Comme pour tous les légumes, il n'y a pas de seuils de consommation préconisés par jour pour l'aubergine. C'est « la variété et la régularité de sa consommation

recommande de l'associer à :

- d'autres légumes (tomate, courgette...) ;
- des légumineuses (lentilles, pois chiches) ;
- des céréales complètes (riz complet) ou du quinoa ;
- un poisson gras (sardine, saumon) pour la source de protéines.

Comment intégrer l'aubergine dans mon alimentation en cas de troubles digestifs ?

Pour les personnes souffrant de troubles digestifs, comme le syndrome de l'intestin irritable, « manger de l'aubergine peut favoriser des ballonnements ou un inconfort digestif à cause de sa richesse en fibres », précise la nutritionniste. « Sa texture aussi peut rendre la digestion difficile si elle est mal cuite ». Toutefois, il reste possible de garder l'aubergine dans son alimentation anticholestérol malgré les troubles qu'elle provoque. Il faut « privilégier une cuisson bien fondante, c'est-à-dire lente et à basse température ». Il faut également appliquer la méthode de réintroduction progressive de l'aliment dans son alimentation. « En commençant par de petites quantités et en l'accompagnant par des aliments digestes, l'aubergine peut être réintroduite de façon progressive et adaptée et venir compléter une alimentation anticholestérol », conclut la diététicienne.

Comment accompagner l'aubergine en cas de cholestérol ?
La diététicienne



Ces deux carrés seront les plus tendance en 2026 un coiffeur tranche

En 2026, le carré se libère, respire et s'assume tel qu'il est. Plus qu'une coupe, il devient une attitude. Johan Aspinas, coiffeur et membre du Creative Collective Davines France nous dévoile les carrés stars de l'année.

Hailey Bieber, Eva Longoria, Sydney Sweeney... Toutes le confirment, le carré est la tendance capillaire du moment. Flatteur, facile à coiffer et à entretenir, c'est la coupe de cheveux idéale qui, en plus, convient à tous les types de cheveux. Bref, le compromis parfait quand l'envie de changement se fait sentir au passage de la nouvelle année, sans passer par la case coupe radicale (ou regret capillaire). Reste une question cruciale : quel carré adopter pour être pile dans la tendance 2026 ?

Pour y voir plus clair, nous avons

interrogé Johan Aspinas, coiffeur et membre du Creative Collective Davines France. En scrutant les derniers catwalks, de Prada à Alexander Wang, en passant par Max Mara, il décrypte pour nous les trois carrés stars de 2026. Son fil rouge ? Le respect absolu du cheveu, de sa texture naturelle et de la personnalité de celles qui le portent. «L'idée, c'est de sublimer le cheveu sans le transformer, sans le sensibiliser inutilement. Être soi-même, tout simplement», résume-t-il.

Coupes de cheveux 2026 : quels seront les carrés les plus tendance cette année ?

Le shaggy bob

Star des dernières saisons, le shag n'a pas dit son dernier mot... mais en version plus courte. Moins d'écart entre les longueurs et le dégradé, une base plus

pleine,



tout en

conservant

ce flou savamment décoiffé qui fait son charme. «On garde du mouvement, mais sans tomber

dans l'excès rock très effilé d'il y a un an ou deux», explique Johan Aspinas. Résultat : un carré shag plus court, plus assumé, qui peut se porter très engagé avec la nuque dégagée, ou plus sauvage pour celles qui préfèrent garder une certaine longueur de sécurité.

Le sharp bob

Net mais plus figé. En 2026, le sharp bob se détend et laisse parler la matière. Observé notamment chez Prada, ce carré court et graphique s'adresse à celles qui n'ont pas froid aux yeux. «C'est une coupe qui dégage le port de tête, le cou, le visage. Il y a une vraie affirmation de soi», souligne le coiffeur. Mais attention : exit l'effet «bague» ultra-lisse. Le nouveau sharp bob vit, bouge, fait même quelques kicks rebelles ici et là. À l'image du récent carré d'Adriana

Karembeu (avant qu'elle opte pour la coupe garçon en décembre dernier), plus libre, plus moderne, plus vrai.

Et pour celles qui veulent conserver de la longueur, Pinterest Predicts 2026 ajoute une coupe au compteur : le lob asymétrique, dont les recherches ont bondi de 85 % entre septembre 2023 et août 2025. Mi-long, légèrement décalé, chic sans être trop sage, il promet de faire pencher la balance du côté des indécises. Elle a d'ailleurs été adoptée par de nombreuses personnalités ces dernières années, comme les actrices Rachel McAdams, Priyanka Chopra, Julia Roberts, ou encore la chanteuse Selena Gomez avec une version lisse. En 2026, le carré n'a décidément pas fini de nous couper le souffle.

Baby hair

L'astuce toute simple pour discipliner vos petits cheveux sur le dessus de la tête en quelques secondes

En hiver, les baby hair, ces petits cheveux fins sur le dessus de la tête, ont tendance à se dresser sous l'effet des frottements et de l'électricité statique. Une astuce simple repérée sur Instagram permet de les discipliner en quelques secondes.

Ils ont beau être petits, ils se font immédiatement remarquer ! Ces cheveux très courts apparaissent naturellement lors de la repousse, après une casse due à la chaleur ou au coiffage. Leur finesse et leur longueur inégale expliquent pourquoi ils ont tendance à se dresser sur le dessus de la tête. En hiver, le phénomène s'accroît, car les écharpes, manteaux, bonnets et pulls en laine provoquent des frottements et augmentent

l'électricité statique. Et bien que ce phénomène soit naturel, il peut parfois gêner et donner un aspect moins soigné à la coiffure.

Pour venir à bout de ces petits cheveux indisciplinés, le duo Jimmy et Laura, suivi par 2 millions d'abonnés sur Instagram (@jimmy_laura_astuces), propose une méthode rapide et efficace. Et pour cela, vous aurez seulement besoin d'un pinceau de maquillage et de laque.

Comment plaquer vos baby hair sans alourdir vos cheveux? L'astuce toute simple avec un pinceau de maquillage «J'ai mis 29 ans à savoir ça. Là tu vois quand t'as plein de petits cheveux qui se pointent au-dessus de ta tête», explique Laura en préambule en montrant ses baby hair. Pour les discipliner, la

créatrice de contenu nous partage son astuce toute simple mais redoutablement efficace : «T'as juste à prendre un pinceau à poudre, de la laque, tu pulvérises par-dessus, et tu viens comme ça passer et aplatir sur les cheveux.» Et là, la magie opère, la coiffure est immédiatement plaquée.

Pourquoi un pinceau ? Ce dernier permet d'appliquer la quantité juste de produit exactement là où c'est nécessaire. Plutôt que de vaporiser directement de la laque sur la tête, au risque de figer les cheveux verticalement (ce que bon ne souhaite surtout pas) et d'alourdir la coiffure, le pinceau de maquillage permet de plaquer les baby hair délicatement. Résultat : pas d'effet cartonné et un mouvement conservé.

Mais le vrai plus de cette méthode



est surtout qu'elle s'adapte à toutes les coiffures. Chignon, queue-de-cheval, cheveux lâchés ou brushing sophistiqué, il suffit

de quelques passages légers pour discipliner les mèches les plus capricieuses.

La technique ultra simple d'un pour affiner les visages ronds

On croit souvent que pour affiner un visage rond, il faut le charger avec des couches de maquillage. On trace, estompe et superpose mais le résultat ne suit pas toujours. Il y a trop de matière, des zones trop foncées, une peau qui ne respire plus et au final, on obtient l'inverse de l'effet recherché.

Pour Charly Salvator, un expert beauté suivi par 766 000

personnes sur Instagram, il ne s'agit pas d'en faire trop, mais de placer chaque produit exactement là où il faut pour sublimer le visage.

D'après le maquilleur, le contouring déçoit souvent sur les visages ronds car il est mal placé. Appliqué trop bas ou sans repère osseux, il ne structure rien. L'expert insiste tout d'abord sur le fait qu'il faut travailler avec

l'architecture naturelle du visage. «Deux placements à faire, tu vas voir, ce n'est pas compliqué», explique-t-il, avant de détailler son geste clé.

Il conseille ainsi de prendre son doigt et de sentir «là où commence ta pommette, là où il y a le creux de l'os». C'est précisément à cet endroit que le contouring doit être posé. Avec un stick contouring «pas bronzant, il faut

que ce soit froid», il suffit alors de tracer un trait net, qui suit la ligne naturelle du visage et s'arrête «là où s'arrête la fin de ton œil», avant de descendre légèrement. Ce placement ciblé fait toute la différence car il crée l'effet sans alourdir le visage.

Une fois le produit posé, inutile de trop travailler la matière. Charly Salvator recommande d'utiliser un pinceau anti-cernes

«plutôt dur» pour tracer le trait, puis d'estomper «vers le haut». L'essentiel est de rester sur la ligne, car comme il le dit : «si tu restes sur la ligne, quand tu as estompé, tu vas obtenir quelque chose de très naturel». Lorsqu'il se remet de face, le résultat est impressionnant : «tout de suite, j'ai quelque chose de beaucoup plus structuré ici.»

Les acteurs Javier Bardem et Mark Ruffalo, le réalisateur Ken Loach... De nombreux artistes signent à leur tour la tribune anti-Bolloré

Le président de Canal+, premier financeur du cinéma français et dont Vincent Bolloré est l'actionnaire de référence, a affirmé dimanche ne plus vouloir travailler avec les artistes soutenant le texte.

Ils étaient environ 600 dix jours plus tôt, ils sont désormais quelque 3 460. Le collectif Zapper Bolloré a annoncé jeudi 21 mai le nombre de signataires de la tribune s'inquiétant de la mainmise de Vincent Bolloré et de l'extrême droite sur le cinéma a bondi ces derniers jours. Le comédien espagnol Javier Bardem, le réalisateur britannique Ken Loach, le cinéaste grec Yorgos Lanthimos, ou encore l'acteur américain Mark Ruffalo font partie des nouveaux soutiens.

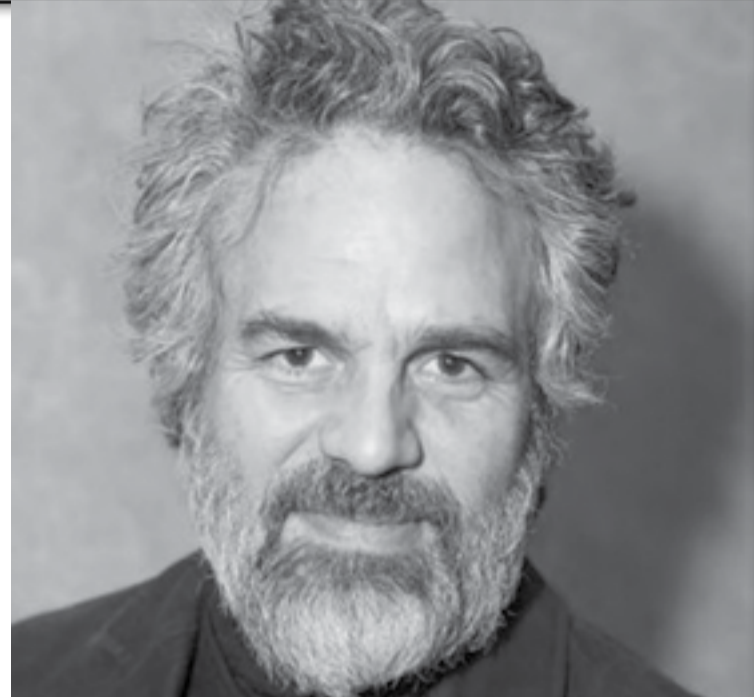
Maxime Saada, le président de Canal+, premier financeur du cinéma français et dont Vincent Bolloré est l'actionnaire de référence, avait affirmé dimanche ne plus vouloir travailler avec les signataires du texte, parmi



lesquels figuraient alors l'acteur Swann Arlaud, la comédienne Juliette Binoche, ou encore l'acteur et réalisateur Jean-Pascal Zadi. Cette sortie en plein Festival de Cannes a créé un certain émoi dans le monde du cinéma, plusieurs acteurs et réalisateurs

s'inquiétant d'une menace sur la liberté d'expression.

Jeudi, l'acteur Alain Chabat, figure de «l'esprit Canal+», a déploré auprès de l'AFP le «coup de pression à deux balles» du patron du groupe. Le réalisateur d'Astérix et Obélix : mission



Cléopâtre a toutefois déclaré «comprendre» que les équipes de Canal+ aient pu être blessées par cette tribune. Ce groupe «produit des films qui ne se ressemblent pas, parce qu'il y a une vraie diversité dedans», a détaillé l'acteur. Canal+ s'est engagé à

investir dans le cinéma français 160 millions d'euros en 2026 et 170 millions en 2027, après 150 millions en 2025. Des sommes toutefois en recul par rapport aux 220 millions d'euros investis les années précédentes.

Billetteries prises d'assaut Spotify propose de réserver des places de concert pour ses abonnés ultra-fans

Ce service s'appellera «Reserved» et entend répondre à la prise d'assaut des billetteries de grandes stars internationales comme Taylor Swift ou plus récemment Céline Dion.

Spotify va proposer à ses abonnés payants d'acheter des places pour le concert d'un de leurs artistes favoris avant la mise en vente officielle des billets, a annoncé jeudi 21 mai la plateforme de streaming audio. Les abonnés seront choisis en fonction de plusieurs indicateurs, le nombre d'écoutes d'un artiste donné, l'éventail de titres différents streamés dans son

répertoire, mais aussi les sauvegardes dans la bibliothèque audio, a expliqué Rene Volker, responsable de l'événementiel, lors de la journée investisseurs du groupe suédois.

Après notification, l'abonné aura environ 24 heures pour acheter jusqu'à deux billets pour un concert, via une plateforme de billetterie partenaire. Ce service, appelé «Reserved», sera lancé durant l'été 2026, d'abord aux Etats-Unis, avant d'être étendu à d'autres marchés, a précisé Spotify.

Les billetteries saturées de «bots» «Il n'y aura jamais assez de bil-

lets pour tout le monde, parce que les salles ont un nombre limité de places, mais nous allons mettre de côté des millions de tickets», a déclaré Gustav Soderström, co-directeur général, lors de la journée investisseurs de la plateforme.

Les grands acteurs de la billetterie peinent à solutionner le problème des «bots», ces programmes informatiques qui empêchent de nombreux particuliers de trouver des places de spectacle à prix officiel. Parmi les exemples récents les plus marquants, la mise en vente des billets de la tournée mondiale de Taylor Swift par Ticketmaster en 2022, ou celle, en avril, de la

série de concerts de Céline Dion à Paris. «C'est frustrant pour les fans», a résumé Rene Volker, «mais aussi pour les artistes, qui peuvent se demander, en regardant le public (d'un concert) si ces fans sont ceux qui les ont aidé à construire leur carrière.»

Spotify, déjà acteur de la vente de billets en ligne

«Quand ceux qui écoutent effectivement la musique d'un artiste sur Spotify sont ceux qui ont accès à ses concerts, ils sont fidèles, les artistes en bénéficient et le spectacle vivant en sort renforcé», a expliqué la plateforme, dans un communiqué. Spotify peut

ainsi identifier un public qualifié en écartant les intermédiaires qui raflent souvent, grâce à des logiciels, une part importante des billets pour les concerts les plus prisés, a insisté Rene Volker.

L'entreprise collaborait déjà avec plus de 40 prestataires de billetterie pour permettre aux utilisateurs de la plateforme de s'informer sur les spectacles dans une région donnée ou sur les concerts d'un artiste en particulier. Selon Rene Volker, Spotify a déjà généré, par ce biais, plus de 1,5 milliard de dollars de ventes de billets en orientant ses utilisateurs vers ces sites partenaires.

Em Sherif Monte-Carlo, une escale libanaise incontournable sur la Côte d'Azur

Sur les hauteurs de Monaco, face à la Méditerranée, Em Sherif Monte-Carlo rouvre ses portes pour une cinquième saison au sein du prestigieux Hôtel de Paris Monte-Carlo. L'établissement, devenu au fil des années une adresse prisée des amateurs de gastronomie levantine, poursuit son hommage à la cuisine libanaise avec une carte enrichie de nouvelles créations et une expérience immersive mêlant saveurs, musique et art de

vivre oriental.

Fondé en 2011 par Mireille Hayek, le groupe Em Sherif s'est imposé comme l'un des ambassadeurs de la gastronomie libanaise à travers le monde, avec des établissements à Beyrouth, Londres et Doha. Depuis l'ouverture monégasque en 2022, la table est dirigée par Yasmina Hayek, fille de la fondatrice et diplômée de l'Institut Paul Bocuse. Sous sa direction, le restaurant continue de faire évoluer sa carte

tout en préservant l'ADN culinaire de la maison : une cuisine généreuse, raffinée et profondément ancrée dans les traditions libanaises.

Parmi les nouveautés de cette saison figure « The Lobster », des brochettes de queue de homard bleu mariné accompagnées d'un condiment au fenouil, mais aussi « Le Lahmeh Black Angus », des brochettes de bœuf Black Angus relevées d'un chimichurri au zaatar. Le « Shawarma

Lahmeh », un jarret d'agneau confit servi avec des artichauts et de la coriandre, revisite quant à lui un classique du Levant dans une version gastronomique.

La carte fait également la part belle aux mezzés, incontournables de la table libanaise. Houmous, moutabal d'aubergines grillées, Batata Harra épicées ou encore halloumi grillé aux tomates rôties composent une sélection pensée pour le partage et la convivialité.

Les desserts prolongent ce voyage culinaire avec le célèbre « Baklawa Em Sherif », croustillant et généreusement garni de pistaches, mais aussi le Meghli, pudding épicé à base de farine de riz et de fruits secs. Plus contemporain, le « Coconut Riz bi Halib » associe riz au lait à la noix de coco, mangue, fruit de la passion et sorbet à la cardamome.

Nations unies :

Guterres condamne la décision de l'entité sioniste d'installer des infrastructures militaires sur un site de l'ONU

Le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a condamné "dans les termes les plus fermes" la décision des autorités sionistes d'établir des installations militaires sur le complexe de l'UNRWA à Sheikh Jarrah, à El-Qods-Est occupée.

Dans une déclaration publiée mercredi par son porte-parole, le chef de l'ONU rappelle que ce site de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA), saisi par l'entité sioniste en janvier dernier, "demeure un site des Nations unies".

Selon M. Guterres, ces mesures "sans précédent et escalatoires" constituent une violation de l'inviolabilité des locaux des Nations unies et compromettent la mise en œuvre du mandat confié par l'Assemblée générale à l'UNRWA dans le territoire palestinien occupé, y compris à El-Qods-Est.

En janvier, l'ONU avait déjà vivement condamné la démolition du complexe de Sheikh Jarrah par les forces de sécurité sionistes à l'aide de bulldozers. Antonio Guterres avait alors exhorté l'entité sioniste à cesser immédiatement les

démolitions et à restituer le site aux Nations unies.

Le Secrétaire général juge aujourd'hui "totalement inacceptables" les actions visant l'agence onusienne et regrette profondément que les autorités sionistes continuent de prendre des mesures contraires à leurs obligations concernant les privilèges et immunités des Nations unies.

La déclaration fait également référence à la position de la Cour internationale de Justice (CIJ), qui a estimé que de telles mesures sont illégales. Selon la Cour, l'entité sioniste n'est pas habilitée à exercer des pouvoirs souverains dans



le territoire palestinien occupé et doit mettre fin "aussi rapidement que possible" à sa présence jugée illégale dans ce territoire, y compris à El-Qods-Est.

Antonio Guterres juge

"totalement inacceptables" les actions visant l'UNRWA et appelle l'entité sioniste à annuler sa décision et à restituer immédiatement à l'ONU le complexe de Sheikh Jarrah.

Hydraulique :

Bouzegza souligne l'importance des grands transferts dans la stratégie nationale d'alimentation en eau potable

Le ministre de l'Hydraulique, M. Lounès Bouzegza, a souligné, jeudi à l'Assemblée populaire nationale (APN), l'importance des grands transferts hydrauliques en tant que pilier de la stratégie nationale d'alimentation en eau potable et d'amélioration du service public de l'eau.

Lors d'une séance plénière consacrée aux questions orales, présidée par Ibrahim Fakhour, vice-président de l'APN, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Mme Nadjiba Djilali, ainsi que de membres du Gouvernement, M. Bouzegza a indiqué que "les grands transferts réalisés en Algérie traduisent concrètement la politique hydrique rationnelle adoptée par les hautes autorités du pays, fondée sur le principe de solidarité hydrique entre les wilayas, à travers le transfert des eaux des régions les plus abondantes vers les régions les moins pourvues".

Dans ce contexte, le ministre a mis en avant l'importance du projet de transfert d'eau du système du Chott El Gharbi, destiné à améliorer



le service public de l'eau au profit des wilayas de Naâma, Sidi Bel Abbès et Tlemcen, précisant qu'il est entré partiellement en service, en attendant l'achèvement total des travaux, "notamment la finalisation du centre de télégestion et l'équipement de certains forages". Ce projet "stratégique" alimente 15 communes des trois wilayas concernées.

Par ailleurs, une étude est en cours pour examiner la possibilité d'élargir le nombre

de communes bénéficiaires dans la wilaya de Naâma, a-t-il fait savoir, ajoutant que cette étude devrait être finalisée en juillet prochain, et à l'issue de laquelle, il sera proposé l'inscription des projets de réalisation y afférents.

Le ministre a, par ailleurs, rappelé que le secteur de l'Hydraulique avait élaboré une stratégie visant à interconnecter les barrages en vue d'assurer une gestion plus efficace et rationnelle des réserves nationales en

eaux de surface, précisant que l'étude globale que supervise actuellement l'Agence nationale des barrages et transferts (ANBT) permettra

de proposer plusieurs projets dans ce cadre, sous réserve de la disponibilité des conditions techniques nécessaires.

Répondant à une question sur la mise en œuvre du programme complémentaire dont a bénéficié la wilaya de Djelfa dans le secteur de l'hydraulique, il a fait savoir que la wilaya a bénéficié de

20 opérations réparties sur 56 projets, pour une enveloppe financière globale dépassant 13 milliards DA.

Parmi ces projets, cinq opérations ont été entièrement achevées, tandis que 14 autres ont atteint un taux d'avancement de plus de 80 %, contribuant ainsi à l'amélioration effective de l'alimentation en eau potable dans plusieurs communes, a-t-il poursuivi.

Concernant la protection des villes contre les risques d'inondation, le ministre a assuré que les travaux d'aménagement des oueds et des cours d'eau, ainsi que leur élargissement et le changement de leurs cours, s'inscrivent dans la stratégie adoptée par le secteur visant à améliorer le cadre de vie des citoyens.

Cette stratégie prévoit notamment une identification précise des zones exposées aux risques d'inondation, l'évaluation du degré de risque pour chaque région, en sus de la définition des mesures et dispositions à mettre en œuvre dans le cadre de plans locaux de prévention et de protection, a-t-il expliqué.